ISSN 1662 – 4599

9 septembre 2013
13e année
N° 27

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Le fédéralisme comme garantie de paix et le modèle suisse

«Une confédération est à la fois une garantie de paix pour ses propres membres et pour ses voisins non confédérés»

par René Roca, historien, Forschungsinstitut direkte Demokratie

L'Etat fédéral fédéraliste en Suisse n'est pas seulement le fruit des libéraux, les conservateurs catholiques ont également, en insistant sur la souveraineté des cantons, contribué beaucoup à cette solution constructive après la guerre du Sonderbund. On n'apprécie pas assez les contributions des socialistes utopiques qui, surtout dans la deuxième moitié du XIXe siècle, ont introduit le modèle fédéraliste de la Suisse dans la discussion européenne. A part le fédéralisme, les socialistes utopiques ont également encouragé le mouvement des coopératives en Suisse, qui s'est joint au principe des coopératives de l'Ancien régime. Ainsi ils ont créé, par ensemble avec les conservateurs catholiques, un fondement important pour le développement de la démocratie directe.[1]

Pierre-Joseph Proudhon (1809–1865), proche des socialistes utopiques, a défendu une approche libertaire en préconisant les structures fédéralistes, susceptibles de répartir le pouvoir politique de manière décentralisée. Dans la Suisse, avec l'Etat fédéral de 1848, il repéra de telles structures, les prenant comme modèle pour les discuter avec d'autres socialistes utopiques en Allemagne et dans le reste de l'Europe. Il est regrettable de constater que de telles approches ne furent discutées que partiellement dans le cadre d'un libre débat. *Karl Marx* (1818–1883) discrédita l'œuvre de Proudhon, faisant campagne contre lui. Ce comportement fut symptomatique du fait que le mouvement socialiste ne put réussir, dans un contexte national et international, à promouvoir la paix d'une façon durable et à empêcher les deux guerres mondiales. Tout au contraire, les approches décentralisées et libertaires comme celles de Proudhon furent refoulées en faveur des théories autoritaires, préconisant le socialisme d'Etat. *Adolf Gasser* (1903–1985), historien suisse, reprit les idées fructueuses de Proudhon au cours de la Seconde Guerre mondiale encore, valorisant sa théorie du fédéralisme dans son œuvre pilote «Gemeindefreiheit als Rettung Europas. Grundlinien einer ethischen Geschichtsauffassung» [Liberté communale – le sauvetage de l'Europe. Fondements d'une conception éthique de l'histoire].[2]

Dans son traité, Gasser s'occupe intensément de la question de savoir quels sont les principes politiques et éthiques garantissant le caractère constructif de la vie communautaire. A cette question, selon Gasser, les intellectuels avaient consacré jusque-là trop peu d'attention. D'après lui, le libéralisme européen avait en effet réalisé l'idée de la liberté dans les domaines de la Constitution et de l'économie, tandis que dans la pratique politique, au-delà du formalisme juridique (à l'instar du socialisme européen), c'est l'autoritarisme administratif qui a survécu. Beaucoup de libéraux, poursuit-il, n'ont pas réussi à se débarrasser du centralisme bureaucratique et d'un appareil à ordonnances semblable à celui prévalant dans les armées. Si la commune, niveau le plus inférieur dans un tel organisme, reste purement l'outil du pouvoir gouvernemental, la démocratie libérale risquera d'emprunter une voie néfaste en direction de formes étatiques autoritaires.

Parallèles entre Pierre-Joseph Proudhon et James Guillaume et la Suisse démocratique

Dans une lettre peu connue (Lettre ouverte aux rebelles sociaux allemands entre 1833 et 1871), *Proudhon* écrit que le noyau des socialistes utopiques français n'aura des points communs avec le mouvement allemand que si les cadres acceptent de rediscuter chaque question avec chaque membre (CGT et CFDT), et cela à fond et à nouveau (démocratie directe!!!). Ainsi on aboutira à un effet durable (sustainable development, ONU!). Si les collègues allemands (autour de *Marx* et Cie.) étaient prêts à accepter «cette condition incontournable» = «conditio sine qua non», des conférences communes feraient un sens. «Sinon – non!»

Pourquoi n'avons-nous pas repris de telles réflexions? Les morts des deux guerres mondiales n'étaient pas nécessaires. Les êtres humains auraient été capables de construire au lieu de sombrer dans la misère. Là où s'étendent aujourd'hui les «bloodlands» et où a sévi la «generation kill», autre chose aurait pu se créer. Ne devrait-on pas y réfléchir fondamentalement?

A. Buchholz-Kaiser

Proudhon et le modèle de l'Etat fédéral suisse

Dans le cadre de sa conclusion que seul l'Etat fédératif avec une vaste autonomie communale est garant d'une vie communautaire fructueuse, Gasser évoque Pierre-Joseph Proudhon, à côté d'autres chercheurs en matière de fédéralisme. Le théoricien anarchiste, déclare Gasser, tout en mettant l'accent sur la structure étatique du bas en haut, a pourtant combattu «l'Etat» d'une manière trop radicale, confondant la notion d'Etat avec le principe d'ordre autoritaire tout court, marqué par la hiérarchie des fonctionnaires et l'administration par ordonnances. Or, Gasser insiste sur la diversité des définitions de ce qu'est l'«Etat». D'après lui, un ordre étatique peut en effet reposer sur la volonté générale d'une gestion autonome locale, comme le démontre par exemple la structure de l'Etat fédéral suisse. Mais pour Proudhon, l'Etat fédéral suisse représentait un exemple de fédération qu'on ne pouvait plus dénommer «Etat».

Ces différents points de vue ne constituaient pourtant aucune raison pour Gasser de ne pas intégrer Proudhon dans ses réflexions fondamentales. Il mentionne notamment le livre de Proudhon, intitulé «Du principe fédératif»[3] qui parut pour la première fois en 1863, et l'influença fortement.

Proudhon fut un des premiers à fonder philosophiquement la «théorie du système fédératif». Parmi tant de Constitutions que la philosophie propose et que l'histoire montre à l'essai, le système fédératif est le «seul qui réunit les conditions de justice, d'ordre, de liberté et de durée».[4] Pour Proudhon, tout ordre politique repose essentiellement sur un dualisme fondamental: celui de l'autorité et de la liberté, les deux étant liées ensemble de manière indissoluble: «L'autorité, sans une liberté qui discute, résiste ou se soumet, est un vain mot; la liberté, sans une autorité qui lui fasse contre-poids, est un non-sens.»[5]

Dans son livre, Proudhon analyse quatre formes de gouvernement, toutes marquées par la dichotomie autorité vs. liberté: Sous la notion «régence de l'autorité», il résume la monarchie et le communisme, tous les deux se désignant par le pouvoir non réparti; sous la notion de «régence de la liberté» il subsume la démocratie et l'anarchie, prêtes à la répartition du pouvoir. L'idée de la répartition du pouvoir, ou la séparation des pouvoirs, constitue, pour Proudhon, un des acquis majeurs dans les sciences politiques. Proudhon se dénommait lui-même «anarchiste» tout en renonçant à employer ce terme dans son livre au centre duquel il place «l'idée de la fédération», pour lui une sorte de synthèse issue de la démocratie et de l'anarchisme.

Etablir un équilibre raisonnable entre autorité et liberté

En plus, Proudhon constate l'incapacité des systèmes de gouvernement, marquant la pratique politique de son temps, d'établir l'équilibre raisonnable entre l'autorité et la liberté. Le résultat en est «l'imbroglio des systèmes de régime» dans lesquels règnent l'arbitraire et la corruption. Partant de cette analyse désabusée de la situation de son époque, Proudhon se pose la question de savoir «si la société peut arriver à quelque chose de régulier, d'équitable et de fixe, qui satisfasse la raison et la conscience».[6] Dans ses réflexions ultérieures, il aborde ensuite le «dégagement de l'idée de fédération», la devançant par celle «du contrat».[7] Dans le système fédératif selon Proudhon, le contrat politique est réellement effectif; il est proposé, discuté et voté. D'après Proudhon, le contrat politique, qui est tout autre que fictif, n'acquiert toute sa dignité et sa moralité qu'à la condition «1) d'être synallagmatique et commutatif; et 2) d'être renfermé, quant à son objet, dans certaines limites».[8] Le citoyen individuel, concluant un tel contrat politique avec l'Etat, a droit à ce qu'on lui garantisse: que 1) il reçoive de l'Etat autant qu'il lui cède et que 2) le citoyen garde entièrement toute sa liberté, sa souveraineté et son initiative. Ce faisant, Proudhon décrit précisément la culture politique suisse en sa qualité de démocratie directe sous forme du référendum et de l'initiative, droits civiques que les citoyens ont acquis, à l'époque, dans de durs combats politiques.

Proudhon fait un pas de plus en disant: «Ce qui fait l'essence et le caractère du contrat fédératif, et sur quoi j'appelle l'attention du lecteur, c'est que dans ce système, les contractants, chefs de famille, communes, cantons, provinces ou Etats, non seulement s'obligent synallagmatiquement et commutativement les uns envers les autres, ils se réservent individuellement, en formant le pacte, plus de droits, de liberté, d'autorité, de propriété, qu'ils n'en abandonnent.»[9]

Proudhon souligne – en recourant à une idée centrale de *Rousseau* – que les droits réservés à la confédération ne dépassent jamais, aussi bien quant à leur nombre qu'à leur qualité, ceux des autorités communales et provinciales. Le trait distinctif du fédéralisme proudhonien est que dans toutes les structures verticales, le pouvoir des instances supérieures doit diminuer en faveur de celles qui sont inférieures. Gasser reprit cette idée proudhonienne, désignant l'«Etat» comme «communauté fédérative de l'avenir» et comme «fédération volontaire contractuelle de communes».[10]

Proudhon nomme l'Etat fédéral suisse comme unique exemple ayant réalisé en pratique les traits significatifs présentés ci-dessus. Pour souligner ce constat, il cite divers articles de la Constitution de 1848:

«Art. 2. La Confédération a pour but d'assurer l'indépendance de la patrie contre l'étranger, de maintenir la tranquillité et l'ordre à l'intérieur, de protéger la liberté et les droits des confédérés, et d'accroître leur prospérité commune.

Art. 3. Les cantons sont souverains en tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la souveraineté fédérale, et comme tels, ils exercent tous les droits qui ne sont pas délégués au pouvoir fédéral.

Art. 5. La Confédération garantit aux cantons leur territoire, leur souveraineté dans les limités fixées par l'art. 3, leurs Constitutions, la liberté et les droits du peuple, les droits constitutionnels des citoyens, ainsi que les droits et les attributions que le peuple a conférés aux autorités.»[11]

La Constitution fédérale de 1848 ne mentionne par aucun mot les communes. Ce fut l'affaire de la souveraineté des cantons d'accorder la liberté communale. Il était pourtant clair, implicitement, que le niveau le plus bas de l'Etat était formé par les communes et que le principe de la subsidiarité était garanti.

Proudhon caractérise cette «formation étatique» suisse comme suit: «Ainsi une Confédération n'est pas précisément un Etat: c'est un groupe d'Etats souverains et indépendants, ligués par un pacte de garantie mutuelle.»[12]

Pour Proudhon, l'Etat fédéral suisse fut la preuve que son idée de la fédération était praticable.

Le système fédératif comme garant de paix

En résumé, Proudhon explique que «le système fédératif est l'opposé de la hiérarchie ou centralisation administrative et gouvernementale par laquelle se distinguent, *ex æquo,* les démocraties impériales, les monarchies constitutionnelles et les républiques unitaires.»[13]

Pour Proudhon, le contrat social est toujours un contrat fédératif, conclu par un acte juridique entre les citoyens et l'Etat. C'est ainsi que les deux pôles opposés, «autorité» et «liberté», se retrouvent à l'égalité. Avec le

Suite page 2

Ce que l'histoire nous enseigne

L'échec de la politique suisse en ce qui concerne la défense de la souveraineté

par Thomas Kaiser

Ce sont les analogies dans l'histoire qui inquiètent et qui peuvent cependant donner une perspective si l'on pense à la «malice des temps (d'aujourd'hui)». Au début du XXIe siècle, nous sommes aujourd'hui confrontés à des questions très semblables à celles de nos aïeux il y a 140, 100 ou il y a 75 ans: comment la Suisse doit-elle maintenir sa souveraineté? Qu'est-ce qu'il faut pour survivre, sans renoncer à l'indépendance étatique, en tant que petit Etat neutre et encerclé de grandes puissances ou seulement de la grande puissance de l'UE, et non d'amis, comme l'on affirme toujours à nouveau par euphémisme.

La lecture de divers livres traitant la situation historique de la Suisse – alors que la situation en Europe s'est transformée toujours plus en direction d'une guerre – fait apparaître des parallèles à la situation du monde politique d'aujourd'hui dans une mesure qui peut effrayer. L'un de ces livres est écrit par Bernhard von Arx: «Konfrontation – Die Wahrheit über die Bourbaki-Legende». (cf. *Horizons et débats* n° 12 du 25/3/13). Dans ce livre, on explique, presque en analogie avec la situation actuelle, qu'en 1870/71, la Suisse était insuffisamment préparéé à la confrontation s'aggravant entre la Prusse et la France. La politique, en particulier celle du Conseil fédéral, dans ce cas-là en la personne d'*Emil Welti,* avait négligé l'armée d'une façon impardonnable, et par cela la capacité de la défense, et avait fixé beaucoup plus l'attention sur des objets de prestige comme les projets de chemins de fer d'*Alfred Escher.*

ISBN 978-3-03823-744-0

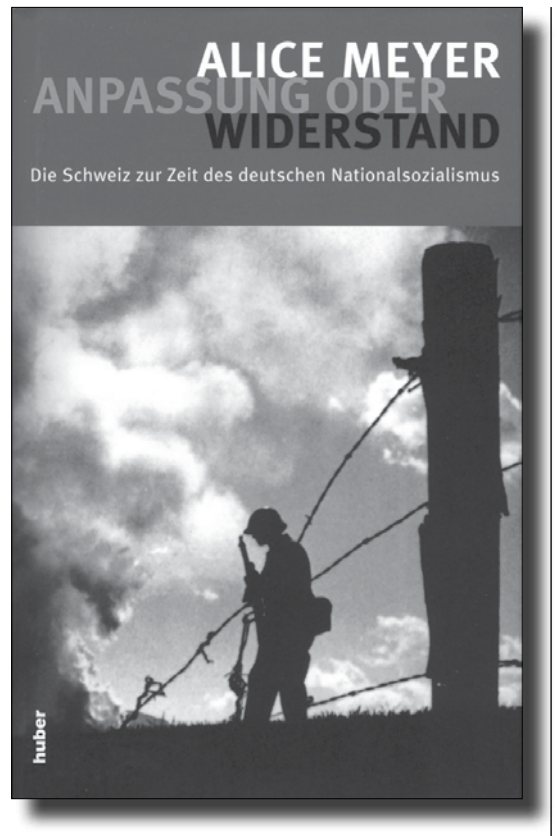
Rien ne fonctionnait dans cette armée et c'était extrêmement inquiétant, au cas où se produirait une situation de crise. Par exemple aucune munition uniforme n'était utilisée, la logistique était insuffisante; de même, l'armée était en sous-effectifs, et l'armement ainsi que l'équipement s'avéraient totalement défectueux. Si la guerre entre la Prusse et la France avait été élargie à la Suisse, cela aurait signifié un désastre pour la Suisse. Avec une armée de quelques dix mille hommes, la Suisse n'aurait pas été en mesure de défendre son indépendance et sa souveraineté face aux Prussiens renforcés par des soldats d'autres principautés et duchés allemands, ou face à l'armée de masse française.

La Suisse a tout simplement eu de la chance

Le général choisi par l'Assemblée fédérale, *Hans Herzog,* a essayé, avec tous les moyens qui lui ont été mis à disposition, de maintenir une capacité de défense rudimentaire. Déjà à l'époque, cela a demandé de gros effort et il y avait de fortes résistances de la part de la politique. Le conseiller fédéral Welti n'avait pas dit la vérité à la population sur l'état réel de l'armée, mais en plus avait minimisé la situation et présenté la capacité de défense de la Suisse sous les couleurs les plus agréables. Welti a dupé la population, et cela s'est répété jusqu'à nos jours. Par exemple concernant la révision totale de la Constitution qui n'aurait été qu'un «petit ajustement» ou, tout à fait actuel, concernant la révision de la Loi sur les épidémies, qui serait «beaucoup moins restrictive» que la loi actuelle etc. Mais ce qui, à l'époque, fut négligé sous Welti pendant des années, ne pouvait être réparé en si peu de temps. Même si les soldats suisses se sont courageusement mis à l'œuvre en 1870/71 et ont pris au sérieux leur tâche de défense du pays et de protection de la patrie, c'est-à-dire des vieillards, des femmes et des enfants, ce fut en fin de compte un heureux hasard que la Suisse s'en soit tirée à bon compte pendant la guerre franco-prussienne. Devons-nous aujourd'hui, et à l'avenir, compter à nouveau sur le hasard, compte tenu de ces expériences, et congédier notre armée ou même la dissoudre entièrement, comme l'exige le GSsA depuis des années? Ou bien devons-nous maintenir la capacité de défense de telle sorte que nous puissions réagir adéquatement à des scénarios de menace possibles?

«L'armée avait […] une valeur déjà par le fait même qu'elle existait»

Un autre livre dont on a déjà discuté en détail dans *Horizons et débats* (cf. *Horizons et débats* n° 4 du 28/1/13) occupe dans le contexte politique d'aujourd'hui une importance accablante. Dans l'ouvrage rédigé par *Alice Meyer* «Anpassung oder Widerstand – Die Schweiz zur Zeit des Nationalsozialismus», [Adaptation ou



ISBN 978-3-7193-1542-9

résistance – La Suisse à l'époque du national-socialisme], l'attitude ambivalente du Conseil fédéral, comme décrite par *Bernhard von Arx,* et en particulier des deux conseillers fédéraux, *Motta* et *Pilet Golaz,* joue un rôle dévastateur. Ce que *Hitler* envisagea avec sa prétendue «stratégie élargie» – qui eut un succès en Autriche ou dans la Région des Sudètes, plus tard au Danemark et en Norvège ainsi qu'en Croatie et en dernier lieu aussi en France, au moins partiellement – à savoir de casser la volonté de résistance de l'adversaire par une propagande ciblée et une cinquième colonne dans le pays pour annexer le pays respectif au Reich allemand sans engagement de soldats, devait aussi mener au succès en Suisse. Mais tel ne fut pas le cas. Ce qui a fonctionné dans d'autres pays, échoua en Suisse non pas à cause d'un conseiller fédéral courageux, qui aurait excellé par des propos clairs et une attitude claire – même si quelques conseillers fédéraux tel que *Obrecht* se sont exprimés de manière explicite – mais en raison d'une population éclairée et d'une presse réellement indépendante. A l'époque, il y avait plus de quatre cents quotidiens indépendants et, comme à l'époque de la guerre franco-prussienne, une direction de l'armée qui assumait ses responsabilités et qui a renforcé l'esprit de résistance. Le fait qu'une armée puissante et opérationnelle a apporté sa contribution décisive à protéger la Suisse de la misère et de la destruction de la guerre est incontesté. Même l'historien *Georg Kreis*, qui normalement ne perd aucune occasion de faire apparaître la Suisse sous une lumière négative, écrit dans son livre paru en 1999: «… De quelque façon que l'on classe la force militaire de l'armée suisse, l'armée avait […] une valeur déjà par le fait même qu'elle existait. Sans l'armée, la Suisse aurait été beaucoup plus fortement exposée à la pression allemande et italienne. La Suisse aurait été transformée en un ‹libre-service› sans aucune protection et aurait été exploitée sans égards, comme par exemple la France ou le Danemark. (Georg Kreis: *Die Schweiz im Zweiten Weltkrieg. Ihre Antworten auf die Herausforderungen der Zeit,* p. 98).

Si la presse est vraiment indépendante …

Mais il a toujours fallu des hommes, des citoyens et citoyennes, qui ont soutenu la liberté et la souveraineté de la Suisse et qui, avec leurs moyens, se sont engagés à ce sujet. Il ne faut pas sous-estimer l'effet produit sur les autres. L'exposition nationale de 1939, appelée par les Suisses tendrement «Landi», est justement l'expression de la mentalité qu'il faut avoir lorsque de grandes puissances envient un petit Etat libre, indépendant et pacifique. Que le paysage médiatique de l'époque ait été si étendu et indépendant montre bien par quelle bouillie médiatique unitaire on essaie actuellement de nous pousser dans une direction. Aujourd'hui, il y a, pour la Suisse alémanique, juste quelques maisons d'édition qui déterminent plus ou moins tout le paysage médiatique. En dépit d'Internet et de la soi-disant «société d'information», il est très compliqué de nos jours de se faire une opinion complète et indépendante. Dans la plupart des cas, c'est le simple bon sens qui nous préserve de nous faire avoir par de fausses informations.

La «stratégie élargie» est aujourd'hui plus facile à appliquer qu'au temps d'Hitler. Par les médias électroniques et l'orientation accusée sur le profit, on a la porte ouverte à la manipulation. C'est à peine si l'on trouve un journalisme fixé sur la sincérité et la vérité. C'est seulement ce qui permet d'expliquer pourquoi la Suisse actuelle, 20 ans après la chute du rideau de fer, se trouve dans une situation aussi inconfortable qu'après la Première Guerre mondiale. Alors, tout comme en 1991, on avait la conception «irréaliste» que la guerre était obsolète. A l'époque on disait, comme *Hermann Suter* le mentionne dans l'interview: «Plus jamais de guerre!»

En 1991, on parlait du «dividende de la paix», qui s'est définitivement usée dès la guerre d'agression contraire au droit international de l'OTAN contre la Yougoslavie (1995 et 1999), et la «guerre indicible contre le terrorisme» menée par *George W. Bush* (depuis 2001), et de l'UE (depuis 2007), se comportant de plus en plus de façon impérialiste. Et quelles furent les conséquences de ce «dividende de la paix formidable» en Suisse? Une coupe rase extrêmement dangereuse dans l'armée suisse, jadis d'une si forte puissance de frappe.

Suite page 3

«Le fédéralisme comme garantie …»
suite de la page 1

temps, la communauté des citoyens aboutira à ce «que la première est en décroissance continue, la seconde en ascension […] et qu'ainsi la liberté aspire à se rendre prépondérante, l'autorité à devenir servante de la liberté.»[14]

Selon Proudhon, le système fédératif s'applique à tous les peuples de tous les temps, constituant «à la fois une garantie pour ses propres membres et pour ses voisins non confédérés».[15]

A part la garantie de paix, Proudhon mentionne d'autres principes éthiques créés par le système fédératif:

«Le système fédératif coupe court à l'effervescence des masses, à toutes les ambitions et excitations de la démagogie: c'est la fin du régime de la place publique, des triomphes de tribuns, comme de l'absorption des capitales.»[16]

Ces effets sur le plan éthique sont en effet comparables au «collectivisme éthique» de Gasser. Le système fédératif et de la démocratie directe, qui marque la Suisse dès 1848, n'est pas seulement une structure décentralisée particulière. Les êtres humains qui y habitent créent des valeurs qui activent la vie collective paisible et marquent la société de manière constructive. Après la Seconde Guerre mondiale, Gasser s'est engagé infatigablement à faire valoir et discuter son approche fédérative et de la démocratie directe, aussi bien au niveau national qu'international. Il vaut absolument la peine de marcher sur ses traces. •

---

1 cf. Roca, René: *Wenn die Volkssouveränität eine Wahrheit werden soll … Die schweizerische direkte Demokratie in Theorie und Praxis – Das Beispiel des Kantons Luzern,* Schriften zur Demokratieforschung, tôme 6, Zurich-Bâle-Genève 2012.

2 cf. Gasser, Adolf: *Gemeindefreiheit als Rettung Europas. Grundlinien einer ethischen Geschichtsauffassung,* 2e édition (élargie), Bâle 1947.

3 cf. Proudhon, Pierre-Joseph: *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le Parti de la Révolution,* première partie, 1863, http://fr.wikisource.org/wiki/Proudhon_-_Du_Principe_fédératif

4 Proudhon, *Du principe fédératif*, ibid., p. 20

5 ibid., p. 21

6 ibid., p. 60

7 ibid., p. 64

8 ibid., p. 67

9 ibid., p. 68

10 *Gasser, Adolf:* Geschichte der Volksfreiheit und Demokratie, *2e édition, Aarau 1949, p. 231; cf. aussi Gasser,* Gemeindefreiheit, p. 22 sq.

11 Proudhon, *Du principe fédératif*, p. 72 sq.*;* cf. aussi: Kölz, Alfred: *Quellenbuch zur neueren schweizerischen Verfassungsgeschichte. Vom Ende der Alten Eidgenossenschaft bis 1848*, Berne 1992, p. 447 sq.

12 Proudhon*,* ibid., p. 72

13 ibid., p. 71

14 ibid., p. 81

15 ibid., p. 88

16 ibid., p. 101

ISBN 978-3-033-03917-9

Le principe de l'armée de milice est un pilier central de la Confédération suisse

Interview de Hermann Suter, président du Groupe Giardino

Hermann Suter (photo thk)

thk. Selon le Conseil fédéral Ueli Maurer (cf. encadré) l'armée suisse ne peut plus remplir le mandat constitutionnel, à savoir assurer la défense nationale. Depuis quelques années le Groupe Giardino, un regroupement d'anciens officiers de milice, d'officiers toujours actifs et de partisans d'une armée de milice moderne, attire l'attention sur cette misère. Le Groupe Giardino a dénoncé dans plusieurs publications l'état lamentable de l'armée tout en invitant à faire demi-tour. Sa publication la plus récente «Mut zum Kurswechsel» montre sans équivoque l'état de l'armée et propose des solutions recherchant comment on pourrait réformer l'armée de manière sensée, afin qu'elle puisse à nouveau remplir son mandat. Dans l'interview ci-après Hermann Suter, président du Groupe Giardino présente la situation en détail.

Horizons et débats: Le Groupe Giardino se bat pour une armée moderne, bien équipée et d'une forte puissance de feu. Qu'en est-il de notre armée?

Hermann Suter: Il est vrai que l'armée suisse se trouve dans une situation critique et menaçante. Cela ne concerne pas seulement les effectifs et l'équipement, mais aussi ces vingt dernières années, les coupes financières qui l'ont successivement menée au désastre. Pratiquement toutes les réserves ont été supprimées, du matériel se montant à des milliards, a été détruit, d'ailleurs sans légitimation. La formation a subi de grands dommages, dus à des conceptions absolument insuffisantes. Il n'existe plus de «faculté de mobilisation», la logistique toute entière est ruinée, même si l'on commence lentement à y remédier. D'après notre jugement, comme nous l'exposons dans le livre «Mut zur Kursänderung» et dans les deux publications précédentes «Schwarzbuch I et II», l'armée se trouve à la croisée des chemins en ce qui concerne les effectifs, le matériel et les finances. Elle a perdu sa sécurité de planification pour les 10 à 20 ans à venir, suite à la politique désastreuse du Conseil fédéral, d'une partie du Parlement et de quelques organisations de milice qui n'ont pas su s'imposer.

> ASMZ:
> «Une armée de 100 000 hommes est incapable de remplir le mandat constitutionnel selon l'article 58,al 2: ‹elle assure la défense du pays et de sa population›. Elle n'est donc plus conforme à la Constitution.»
>
> *Ueli Maurer:* «Cette déclaration est fondamentalement correcte.»
>
> *Source: Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift ASMZ, n° 7, juillet 2013*

Quelle est la raison, pour laquelle l'armée en est arrivée là, et dans quel domaine cela se montre-t-il?

En remontant presque 100 ans dans l'histoire vers la fin de la première Guerre mondiale, on constate que l'histoire se répète dans un certain sens. Après cet évènement tragique, lors duquel des millions d'êtres humains ont été tués, blessés, mutilés et traumatisés, l'on a crié mondialement: «Plus jamais la guerre!» On a fondé la *Société des Nations* et entamé des négociations de paix. La *Société des Nations* s'est établie en Suisse neutre, à Genève, lieu de naissance de la *Croix-Rouge*. Là-derrière se dissimulaient des idées idéalistes et humanitaires bien intentionnées.

On a abusé du «plus jamais de guerre!» sur le plan politique, en prétendant que s'il n'y avait plus jamais de guerre, si l'on ne tirait plus, alors une armée ne serait plus nécessaire. Par la suite, dans le cadre de la OT 24 (organisation des troupes de 1924) la Suisse n'a plus du tout entretenu l'Armée. On était loin de se douter du fait que seulement quelques années plus tard, le national-socialisme, les fascistes se réarmaient à tel point qu'ils allaient pouvoir déclencher la Seconde Guerre mondiale. L'Armée n'y était pas préparée. Des situations analogues représentent la chute du Mur de Berlin et la fin de la confrontation Est-Ouest, la fin du *Pacte de Varsovie* et la chute du rideau de fer. A l'époque, les Occidentaux étaient unanimes que «maintenant il n'y aurait plus jamais de guerre». Désormais, l'Armée suisse, qui était bien disposée jusqu'au début des années 90, a commencé à mettre en marche le carrousel de réformes étourdissantes. Cela relève de la seule responsabilité de la haute politique, le Conseil fédéral et le gros de l'Assemblée fédérale. Ils se sont fait avoir par la même illusion naïve que leurs prédécesseurs il y a 80 ans. Cela se répète de manière presqu'identique. C'est absolument irresponsable et le *Groupe Giardino* a été fondé notamment pour cette raison, afin d'arrêter les politiciennes et politiciens à Berne et de mettre un terme à la destruction de l'Armée. Voilà notre but.

Qu'est-ce qu'on a supprimé, dont nous aurions urgemment besoin pour une bonne armée?

Commençons par les effectifs de l'armée. L'*Armée 61* avait encore plus de 700 000 hommes. Elle avait un degré de mobilisation impressionnant. Dans un délai de 48 heures, trois quarts des effectifs étaient disponibles. L'Armée présentait, en ce qui concerne l'équipement, une grande redondance dont ne disposait aucune autre armée dans le monde. Le général *Clark*, jadis le plus haut commandant de l'OTAN, a répondu à la question de savoir comment il jugeait la force de défense de la Suisse, qu'elle était en mesure de se défendre elle-même. C'était une fois. Aujourd'hui l'OTAN nous considère comme une armée de réserve de la réserve. Aujourd'hui nous parlons d'un effectif de 100 000 hommes dont à peu près un cinquième des soi-disant troupes de combat, qui ne sont même pas complètement équipées. L'effectif de 40 000 hommes initialement prévus pour des engagements soi-disant subsidiaires tel que l'assistance aux cantons en cas de catastrophes, va être réduit à 20 000. L'Armée tout entière a été manœuvrée dans une direction, où même le chef du DDPS, *Ueli Maurer,* a dû avouer il y a quatre semaines lors d'une interview du magazine *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift* (ASMZ n° 7 du juillet 2013) que l'Armée ne serait plus en mesure de défendre notre pays. Selon *Giardino,* c'est à l'encontre de l'article 58 de la Constitution fédérale. De même le processus actuel de *Développement de l'armée* (DEVA), que nous rejetons radicalement comme anticonstitutionnel, soutient la thèse, que l'Armée n'est plus apte à se défendre, et encore moins à défendre notre pays, ni vers l'extérieur ni vers l'intérieur.

Même Ueli Maurer a déclaré lors de l'interview mentionnée ci-dessus, que l'état actuel de l'Armée était anticonstitutionnel.

C'est absolument correct. Il faut toutefois savoir que le chef du DDPS n'a aucune chance de faire passer ses projets au sein du Conseil fédéral, comme on sait de cercles bien informés, ils sont toujours rejetés à six voix contre une. Le gouvernement national de notre pays est en premier lieu responsable de ce désastre. Et puis les Chambres fédérales, qui ne l'ont pas remarqué ou ne voulait pas s'en rendre compte. Je parle là seulement des grands partis du centre tels le PDC, PRD, Parti Vert'libéraux etc. – la gauche est de toute façon pour la suppression de l'Armée – L'UDC était toujours favorable à l'Armée, il faut en tenir compte. Cependant, lentement mais sûrement, les autres partis commencent à se rendre compte du désastre qu'ils ont causé. Cela aura-t-il des répercussions politiques et aboutira-t-il à une mise en place d'une armée opérationnelle, cela reste à voir.

Parlons encore de la votation du 22 septembre. Que signifie l'armée de milice pour la Suisse?

Tout se fonde sur l'idée de base de la démocratie directe que le citoyen est en même temps soldat et le soldat en même temps citoyen. Cela est la maxime de base. Seul un Etat démocratique peut se permettre, doit se permettre et doit vouloir se permettre de maintenir le lien entre le citoyen-soldat et le soldat-citoyen en accordant sa confiance au citoyen. Ainsi en dernière conséquence, c'est un principe de confiance politique, un principe de la conception de l'Etat, et l'Armée de milice par là même un pilier cen-

Suite page 4

«Ce que l'histoire nous enseigne»
suite de la page 2

Adaptation ou résistance – c'est la question qui se pose aussi aujourd'hui

Dans un autre livre, édité par le *Groupe Giardino,* avec le titre approprié «Changeons courageusement de cap», l'état de l'armée suisse est révélé tout nu et le rôle fatal que le gouvernement y a joué et y joue encore (cf. *Horizons et débats* n° 22 du 2/7/13). Rappelons-nous la citation mentionnée de Georg Kreis, dans laquelle il a attribué à la seule existence d'une armée une grande importance. Le *Groupe Giardino* va encore plus loin. Une armée, et c'est ce que notre Constitution exige, doit être capable de protéger le pays et la population, et dans le cas d'urgence extrême de la défendre. Dans ce but, les moyens financiers nécessaires doivent lui être mis à disposition. Si ce n'est pas le cas, il faut appeler les choses par leur nom et c'est ce que le *Groupe Giardino* fait entre autres dans son livre. Le comportement de l'étranger européen UE face à la Suisse, surtout de l'Allemagne et de la France, est inquiétant et devrait amener à s'attendre à une autre aggravation possible. Jusqu'à présent, le Conseil fédéral fait la courbette et espère ainsi pouvoir écarter le malheur autant que possible. Mais il n'en est rien! Plus notre gouvernement se montre faible, plus grandes deviennent les exigences. C'était clair déjà en 1940, et cela n'a pas changé aujourd'hui. «La seule chose qui importe dans la phase actuelle des événements internationaux est que nous restions fermes et droits. […] Le gouvernement du Reich ne va pas se décider à une attaque militaire contre la Suisse, si celle-ci maintient son armement et sa mobilisation actuelle. […]»

Le conte de fées de l'amitié éternelle

Dans la mesure où notre pays cède sur un point qui concerne notre propre Etat, on tire du chapeau déjà la prochaine exigence, et l'on s'en étonne et se frotte les yeux. Le conte de fées concernant les amis qui nous encerclent, est dangereux parce qu'il falsifie la vue de la réalité et brouille la pensée historique. Un géostratège américain a mis les choses au point: «Entre des Etats, il n'y a pas d'amitiés, mais seulement des intérêts.» Qui aurait pu s'imaginer qu'en août 2013, la situation entre l'Espagne et la Grande-Bretagne s'aggrave à tel point que des journaux titraient déjà: «Est-ce qu'il y aura une deuxième guerre des Malouines à Gibraltar?», après que les Britanniques eussent déjà envoyé des bâtiments de guerre dans le détroit de Gibraltar, et que l'Espagne, en guise de riposte, eût accordé à l'Argentine son soutien dans la question des îles Malouines, ce qui doit sonner aux oreilles des Britanniques presque comme une déclaration de guerre. Ce sont les réalités: «des Etats amis», qui font tous deux partie de l'UE. Malheureusement, c'est jusqu'à présent toujours ainsi, bien que la Charte de l'ONU signée par tous les membres de l'ONU, fixe l'égalité de tous les Etats, que les grandes puissances essaient toujours de faire pression sur les petites et de les diriger sauf s'elles peuvent se défendre. Mais dans ce but, elles ont besoin d'une armée bien équipée, motivée, et de représentants du peuple qui savent ce qu'ils ont à défendre et qui renforcent la population face à son malaise, établissant ainsi une volonté de résistance – donc une résistance au lieu d'une adaptation. •

Le scénario actualisé: l'implosion de la Suisse ante portas

par Albert A. Stahel

Pendant qu'en Syrie une guerre civile fait rage, qui a été initiée par les Saoudiens et par la Turquie, pendant que les Etats-Unis engagent en même temps des unités spéciales contre le régime *d'Assad* à partir de la Jordanie et qu'ils maintiennent la pression contre l'Iran à l'aide d'une armada dans le Golfe Persique, il paraît qu'après la chute du régime d'Assad, des salafistes soutenus par les Saoudiens, mais aussi des combattants d'Al-Qaeda de *l'Islamic State of Iraq and Levant* pourraient s'accaparer du pouvoir en Syrie. Ces extrémistes combattent à présent aussi les soi-disant insurgés séculaires qui, eux, reçoivent du soutien de la part des Etats-Unis.

Le président égyptien *Morsi* a été renversé par l'armée. Le règne des Frères Musulmans est terminé. Maintenant une lutte féroce pour le pouvoir a éclaté entre les Frères Musulmans et l'armée! La possibilité que cela provoque l'effondrement de l'Etat et de l'économie est très plausible. Par la suite, l'Egypte ne pourrait alimenter et nourrir que la moitié de ses 80 millions d'habitants! Alors 20 à 40 millions d'Egyptiens s'évaderaient en direction de l'Europe! S'y ajouteraient 2 millions de chrétiens venus de la Syrie effondrée, et probablement plusieurs millions d'êtres humains de Tunisie et du Liban s'y joindraient également.

Alors que ce développement se dessine déjà, l'UE est toujours confrontée à la crise de l'euro. En même temps, dans la périphérie de l'est (Roumanie, Hongrie) et du sud de l'UE, un processus de désintégration économique et social vient de commencer. Ces Etats aussi sont confrontés à l'immigration massive venant d'Afrique du Nord et de Syrie. Si cette immigration massive augmentait, les économies nationales de ces pays se retrouveraient en difficulté encore plus grande. Si l'évolution continue ainsi, un effondrement définitif des économies nationales d'Espagne, du Portugal et de Grèce sera imaginable.

Suivant la même politique que jusqu'à présent, l'Italie pourrait dévier ces mouvements d'êtres humains vers le nord. La Suisse, dans un avenir proche, pourrait être confrontée aux demandes d'asile de 5 à 10 millions de gens venus d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Déjà à présent, les dirigeants politiques à Berne sont dépassés par la maîtrise de ce problème. Berne s'avèrera encore plus incapable de surmonter la crise sous le poids de davantage de demandeurs d'asile! Dans une telle situation, les corps de la police cantonale, qui manquent de personnel, ne seront plus capables de fonctionner. L'Etat, l'économie et la société de la Suisse pourraient très vite s'effondrer comme résultat d'un tel développement! •

Source: *Institut für Strategische Studien* du 17/8/13; *www.strategische-studien.com*

Résister en périodes difficiles

La Suisse, il y a 70 ans

par Peter Koller, dr ès lettres

Les petits Etats n'ont pas la partie belle dans l'histoire. Soit en raison de l'arrogance affichée des plus grands, soit suite à l'encerclement par de puissantes entités politiques ou suite à l'incitation exercée – dans leur propre pays par des gens et/ou une 5e colonne qui n'aiment pas leur propre patrie – à abandonner l'autonomie du pays. Les anciens confédérés avaient l'habitude de décrire de telles situations par la notion «les malices du temps». Comme le montrent les articles concernant l'armée, dans ce numéro d'«Horizons et débats», chaque génération de Suisses doit également fournir un nouvel effort et précisément s'ils ont pu jouir d'une période de paix. Oublier trop vite que l'histoire ne se passe pas toujours paisiblement, c'est négliger le fait qu'il vaut mieux se préparer en temps de paix aux périodes plus mouvementées. Si, déjà des pontes de l'UE comparent l'an 2013 à l'an 1913, avec toutes ses conséquences, un petit Etat comme la Suisse ferait bien d'avancer uni vers l'avenir, avec la certitude de son propre passé. L'article ci-dessous souhaite y contribuer. Lorsqu'on décrit la situation précaire de la Confédération, avant et pendant la Seconde Guerre mondiale avec toutes les questions qui lui sont liées – problèmes urgents de la défense du pays, garantie de l'approvisionnement du pays ainsi que la résistance à la propagande nazie – chaque citoyen doit se poser les questions suivantes: Où en sommes-nous aujourd'hui? Qu'en est-il de notre sécurité alimentaire? Qu'en est-il de notre armée? Qu'en est-il de notre esprit de résistance? Aurions-nous de nos jours une personnalité, tel le général Guisan, pour se vouer à cette tâche? Avons-nous, en tant que nation née de la volonté collective, la volonté de protéger notre joyau et de le sauvegarder? Un regard sur l'histoire peut rassurer les Confédérés affaiblis et/ou ébranlés par la propagande: le modèle suisse, défini par la démocratie directe, le fédéralisme et la neutralité armée perpétuelle, est et reste un modèle de paix inégalé avec un rayonnement non seulement à l'intérieur mais aussi à l'extérieur du pays, puisqu'il représente l'espoir pour d'autres peuples que la cohabitation entre Etats-nations souverains est possible – si l'on y aspire réellement –, dans le respect de la dignité humaine et en paix.

«Aucun de nous ira en pèlerinage!»

En 1938, face aux signes menaçants annonçant une nouvelle guerre mondiale, le Conseil fédéral prit au sérieux sa responsabilité politique pour le pays. Le conseiller fédéral *Philipp Etter* a rédigé le Message du Conseil fédéral du 9 décembre 1938 adressé aux Chambres fédérales et intitulé «Moyens de maintenir et de faire connaître le patrimoine spirituel de la Confédération».[1] Plus tard, des historiens désignèrent ce message comme étant la «Magna Charta de la défense nationale spirituelle de la Suisse». Ce message dû à la plume du conseiller fédéral Philipp Etter dénonçait le racisme, le nationalisme ethnique, la propagande culturelle de l'Etat et la dictature du führer pour leur opposer les valeurs essentielles de la Suisse, soit son appartenance à trois aires culturelles européennes, sa diversité, le caractère fédéraliste de sa démocratie, le respect de la dignité et de la liberté de l'être humain. La défense de ces valeurs était proclamée comme une mission incombant en priorité au citoyen et non à l'Etat. Le message contient également le passage suivant conclusif:

«L'idée suisse n'est pas un produit de la race, c'est-à-dire de la chair, mais l'œuvre de l'esprit. C'est un fait admirable qu'au Gothard, montagne qui sépare et col qui unit, une grande idée, une idée européenne, universelle, ait pu prendre naissance et devenir une réalité politique: l'idée d'une communauté spirituelle des peuples et des cultures occidentales.»[2]

Lors de l'Exposition nationale de 1939 à Zurich («Landi»), la défense nationale suisse, sévèrement critiquée par *Goebbels,* trouva son expression convaincante sous le terme de «l'esprit de la Landi». Elle trouva grande approbation au sein du peuple. Le conseiller fédéral *Obrecht* qui avait, dans les années 1930, transformé avec le conseiller fédéral *Minger* l'armée suisse en une troupe performante, exprima cette volonté de résistance tout à fait naturelle et profondément ancrée dans la population suisse en une formule simple univoque: «Aucun de nous n'ira en pèlerinage».[3]

La volonté de résistance de la population suisse s'est manifestée de façon impressionnante lors de cette exposition nationale de 1939. En relisant les documents historiques, notamment la documentation officielle en deux volumes, on trouve à tout moment des témoignages de fierté concernant la nation née de la volonté collective qu'est la Suisse et concernant tout ce qu'elle a réalisé: son ouverture vers le monde et sa volonté de rester ferme pour sauvegarder son identité de démocratie directe. L'«esprit de la Landi» était l'esprit qui rendit possible à la génération du service actif de supporter tous les sacrifices et les privations qu'elle dut encourir. La génération d'après-guerre et d'abondance lui doit tout, entre autres, la possibilité de pouvoir profiter sans propres efforts des fruits des privations de la génération des parents et des grands-parents. Face

Suite page 5

«Le désir d'un plan de persévérance contenant l'ensemble des mesures de l'économie de guerre qui resurgit toujours et encore, est un autre témoignage de la conscience de nombreux citoyens de s'insérer comme individu dans un ensemble bien planifié et de viser un objectif commun dont on connaît au moins les grandes étapes de la direction de marche. *Il n'est pas surprenant que ce désir se trouve surtout chez les Suisses. Depuis toujours, leur esprit critique, formé en démocratie depuis des générations, voulait obtenir des informations sur le pourquoi et le comment des mesures gouvernementales.* Il serait certainement erroné de voir une concession à la collectivisation et la massification dans l'appel à une économie de guerre bien ordonnée.»

Wahlen, Friedrich Traugott: Unser Boden heute und morgen. Etappen und Ziele des schweizerischen Anbauwerks, Zurich (Atlantis) 1943, préface p. 11

(Pour tous les encadrés: traduction Horizons et débats)

«Ligue du Gothard»

Le 20 juin 1940, la «Ligue du Gothard» fut fondée à Berne. C'était un mouvement de résistance intellectuelle bien connu, qui – en tant qu'organe hors-partis – s'engagea en faveur de la volonté de résistance illimitée des Suisses, plus tard pour le soutien du plan Wahlen et la transformation de l'allocation pour pertes de gains pour les soldats en une assurance populaire suisse, la future AVS. Parmi les fondateurs étaient des personnalités d'orientation très diverses. Leur programme commun était l'engagement inconditionnel en faveur de la Suisse: *Gonzague de Reynold, Denis de Rougemont, Walther Allgöwer, Gottlieb Duttweiler* (fondateur de la coopérative «Migros»), *Robert Eibel, Christian Gasser,* mais aussi des syndicalistes tels *Charles Ducommun* (Fédération suisse des syndicats) et René Leyvraz *(Fédération des syndicats chrétiens),* puis également le «père» du plan Wahlen, le futur Conseiller fédéral *Friedrich Traugott Wahlen.* L'impulsion décisive était venue de *Theo Spoerri,* professeur à l'Université de Zurich.

«Le principe de l'armée de milice …»
suite de la page 3

tral de la Confédération suisse. Seule une armée de milice où le soldat effectue son service militaire en s'acquittant de l'obligation générale de servir au nom de la communauté dans laquelle il retournera pour reprendre sa vie civile en tant que citoyen, seule une telle armée de milice peut être couronnée de succès. Celui qui veut abolir tout cela, nuit ou mine non seulement l'armée, mais porte atteinte à la culture politique tout entière en matière de politique de parti, d'éducation et de santé – en fait tous les domaines politiques en sont endommagés. C'est pourquoi nous devons maintenir l'obligation de servir telle que nous l'avons définie et qui a fait ses preuves.

L'argument selon lequel une armée professionnelle, ou même une milice de volontaires coûterait moins cher est assez répandu.
Un petit Etat comme la Suisse ne peut se permettre une autre armée qu'une armée de milice. Pour 30 000 hommes, il nous faudrait réunir 3 milliards de francs rien que pour couvrir les coûts salariaux. Avec cela, aucun fusil, ni uniforme, ni matériel militaire – n'est payé. Une illusion complète. Du point de vue politique une armée de milice est impérative et obligatoire, notamment quand il s'agit de la tâche du soldat-citoyen qui sacrifiera sa vie, si le diable le veut, pour moi, il n'y a pas d'alternative. Nous devons rejeter de toutes nos forces les théories néo-marxistes du GSsA qui rêve d'une société ou même d'un monde sans violence, et j'espère que le peuple s'en rendra compte également.

Qu'est-ce que cela signifie pour notre Etat lorsque nous parlons de la dimension politique de notre armée?
Etant donné le multilinguisme suisse, l'ancienne armée a fortement contribué à la cohésion nationale. La Suisse, une nation portée par une volonté politique commune avec ses différentes régions linguistiques, doit être recréée quasiment chaque jour. Ce n'est pas évident. Le fait que toutes les classes sociales étaient réunies au sein de l'Armée, que ceux qui se trouvaient dans la même caserne faisaient tous le même parcours de combattant, le directeur de la banque de même que l'apprenti boucher, les romanchophones, les francophones et les Suisses alémaniques, tous devaient faire les mêmes exercices, et cela a été crucial pour la cohésion de notre pays. Maintenant, nous avons – en toute connaissance de cause – réduit les effectifs de façon dramatique, nous avons considérablement baissé l'âge limite de l'obligation de servir et supprimé les classes d'âges de l'armée, nous ne disposons d'aucune réserve. Aujourd'hui, le soldat quitte son service obligatoire à l'âge de 30 ans, environ la moitié est recrutée. Par conséquent, on a commencé à discuter l'égalité face aux obligations militaires. Nous avons réduit l'armée à tel point que la fonction intégrative n'est plus efficace comme elle pourrait l'être en réalité. Vu la répartition de l'Armée en brigades et la suppression des troupes traditionnelles dans les différents cantons, telles que je les ai connues encore dans mon enfance, tout n'est plus que de nostalgie. Ainsi, de façon malveillante, on a porté atteinte à son attachement au peuple. C'est pourquoi *Giardino* considère qu'il faut renforcer les effectifs non seulement pour des raisons purement militaires, mais ce qui est très urgent, c'est de créer des réserves. Le rapport DEVA prétend qu'il n'ait plus besoin de réserves, ce qui est la plus grande catastrophe. Une armée sans réserve ne peut accomplir sa mission. Il faut augmenter les effectifs à nouveau dans l'intérêt militaire, mais aussi politique et social, et pour la fonction intégrative que représente cette armée de milice.

La «montée en puissance» a été la réponse pendant des années à la réduction drastique des effectifs. Quel est votre point de vue?
Cette idée est absurde. Une armée a besoin d'une base minimale et solide. La base n'est utile que si elle peut être mise sur pied dans un délai raisonnable. En même temps, il faut la capacité en matière de mobilisation. A l'ère du conseiller fédéral *Ogi* et sous le mandat du ministre de la défense américain *Rumsfeld*, des officiers supérieurs suisses ont été envoyés aux Etats-Unis. Ceux-ci sont rentrés avec l'idée d'une armée modulaire et d'agression et ont commencé à fantasmer. La Suisse n'a jamais voulu attaquer un pays. Nous avons une armée purement défensive. Notre philosophie est la dissuasion. Mais la dissuasion et la neutralité armée ne sont crédibles que si l'armée est apte à déployer, dans un délai raisonnable, une certaine force au front et à agir vers l'extérieur. Tout ce bazar de la montée en puissance est totalement absurde et n'est que de la poudre aux yeux des gens. Aujourd'hui il est question d'anticipation. A l'époque, je voulais savoir du conseiller fédéral Ogi en personne s'il pouvait me dire comment l'Europe se présenterait dans cinq ans, et quand il prendrait le téléphone «rouge» pour renforcer l'armée. La réponse ne fut qu'un profond silence. C'est inutile. Evidemment, lorsque la situation évolue de plus en plus vers une guerre, il faut adapter le degré de disponibilité. Ensuite, il faut se demander où il y a encore des ressources qu'on pourrait mettre en fonction. Mais le fondement de base doit être tel qu'il dissuade les ennemis potentiels et que le pays soit armé contre les menaces les plus dangereuses.

Quel sera selon vous l'avenir de notre Armée?
Nous allons balayer l'initiative, je pars de ce principe. Puis, le prochain front s'ouvrira immédiatement, à savoir le *Développement de l'armée* (DEVA). Je pense, qu'elle repose sur une situation de départ complètement erronée. Il est fort probable qu'il faut combattre ce projet. Franchement, je doute que nous puissions nous imposer sur le plan politique, car il faut un changement de mentalité radicale. Il n'est pas acceptable que l'armée et la politique de sécurité soient reléguées au 17e rang sur 20. Probablement que la situation générale et spécifique est encore trop peu dramatique pour que la population se rende compte de ce qui se joue. Et j'espère que nous ne serons pas encore une fois trop tard, et que cette malheureuse constante dans l'histoire suisse ne se poursuivra pas. Nous allons lutter là contre. Nous ne pouvons pas viser les étoiles. Ce sera un travail important à faire pour qu'il y ait une prise de conscience. J'ai un optimisme mitigé, cela pourrait réussir, mais cela prendrait au bas mot bien 10 à 15 ans.

Monsieur Suter, nous vous remercions de cet entretien. •

Courrier des lecteurs

Selon moi, il n'y a qu'une seule réponse à l'initiative du GSsA: Qui vit en Suisse et profite des acquis des communes, des cantons et de la Confédération, est obligé de servir.

Il faut donc rejeter l'initiative!

Le Non sur le bulletin de vote s'impose!

Meilleures salutations.
Hans Versell
Münsingen

«Résister en périodes difficiles»
suite de la page 4

au courage de la génération du service actif, face à sa discipline, sa bonne volonté de faire des sacrifices pour le bien commun, si nécessaire de sacrifier même sa propre vie, la Suisse de l'après-guerre ne peut que s'incliner.

Le rapport du Grütli: la réponse de la Suisse face aux pressions

Dès la deuxième année de guerre, après l'effondrement à une vitesse inattendue de la France, la Suisse s'est trouvée entièrement encerclée par le totalitarisme national-socialiste et fasciste. Suite à cela, les situations militaire et économique sont rapidement devenues désespérées.

La réponse à ces difficultés, digne de la Suisse, ne vint pas de la politique mais de l'armée. Le 25 juillet 1940, le général *Guisan* rassembla tous les commandants de troupes supérieurs pour un rapport sur le terrain historique du Grütli, au-dessus du lac des Quatre-Cantons, l'endroit où les trois cantons primitifs avaient conclu le Pacte fédéral de 1291.

Le 25 juillet 1940 a marqué la fin du regroupement de l'armée, qui consistait à retirer d'une partie des unités de l'armée dans le «Réduit». Pour le général Guisan, cela semblait être le bon moment, d'engager le corps des officiers et la population suisse à une résistance inconditionnelle. Après le transport en bateau à aubes de Lucerne au Grütli, les commandants des unités de l'armée et des troupes se sont placés en demi-cercle. Le général décrivit la situation politique et militaire difficile en raison de l'encerclement de la Suisse par les puissances de l'Axe. Il justifia l'aménagement du Réduit national et appela le peuple et l'armée à la résistance inconditionnelle. Sur le chemin du retour, on fit savoir à tous les supérieurs que la troupe était appelée à ne pas prêter oreille à ceux qui diffusaient des nouvelles défaitistes. Ils devaient plutôt croire en leur propre force pour résister avec succès. Le Rapport du Grütli, paru dans les journaux suisses obtint au sein de la population et des troupes une approbation unanime, voire enthousiaste. Ce fut le mot libérateur, la paralysie était surmontée!

> «Dans le domaine militaire, la réponse à cette question [c'est-à-dire la question de la persévérance, note de l'auteur] dans le sens d'un ‹pessimisme heureux› [«hochgemuten Pessimismus»] était l'idée du ‹Réduit national›. La persévérance sociale a été renforcée de façon décisive par les caisses de salaire et de compensation de gains, dont la création restera tel un grand acte de solidarité dans l'histoire. Dans le domaine économique, la question principale était de se procurer le pain quotidien.»
>
> *Wahlen, Friedrich Traugott: Unser Boden heute und morgen. Etappen und Ziele des schweizerischen Anbauwerks, Zurich (Atlantis) 1943, préface p. 8*

> «Il sera réservé à une historiographie postérieure d'étudier les changements que notre peuple a connus dans son attitude mentale au cours de ces années turbulentes de 1939 à 1942. Du point de vue actuel, la possibilité de se recueillir intérieurement et de se renforcer au niveau national à l'occasion de l'exposition nationale inoubliable de 1939, nous paraît être un cadeau du ciel. Il y a des choses qui auraient dû être dites et ressenties dès le début de la catastrophe en septembre 1939, à une époque où l'évolution des événements ne nous a guère laissé de temps, ont été prédites et ressenties à l'avance, étaient devenues la propriété inaliénable de millions de personnes qui n'ont pas seulement vu la voie haute, mais l'ont vécue. *Le début de la guerre a retrouvé notre peuple très ferme dans sa volonté de maintenir et défendre notre intégrité mentale, politique et économique».*
>
> *Wahlen, Friedrich Traugott: Unser Boden heute und morgen. Etappen und Ziele des schweizerischen Anbauwerks, Zurich (Atlantis) 1943, préface p. 7, (Mise en relief par l'*auteur)

Le plan Wahlen – rapprochement et résistance

Les Suisses voulaient s'opposer à l'esprit malfaisant nazi, non seulement au sein de l'armée, mais aussi dans une large partie de la population. Le 15 novembre 1940, dans la *Zunftsaal zur Schmieden* à Zurich, un fonctionnaire fédéral encore peu connu à l'époque tint un discours décisif pour le futur devant l'*Association suisse des agriculteurs.* Il s'agissait de *Friedrich Traugott Wahlen,* le père de la «bataille des champs» ou du «Plan Wahlen», qui devint ultérieurement conseiller aux Etats et conseiller fédéral pendant de nombreuses années. A cette époque, il avait été nommé à l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation et fut chargé d'élaborer les conditions, dans lesquelles la Suisse pourrait préserver sa souveraineté alimentaire également dans une situation de guerre. Wahlen s'est mis avec beaucoup de patience et un grand sérieux à ce travail gigantesque. Ses résultats lui prouvèrent qu'une survie était possible, mais seulement au moyen d'énormes efforts, dont les principaux étaient d'augmenter drastiquement les surfaces arables dans toute la Suisse. Le *Plan Wahlen* était né. A la fin de l'automne 1940, Wahlen était prêt à réaliser le plan. Avec son discours, il choisit consciemment le chemin vers le public. Il voulait que son plan touche les gens et que la bonne volonté s'avive, aussi chez les personnes hésitantes, pour tenter de mener à bien cette œuvre commune. Son calcul courageux eut le bon compte. Son plan d'extension des cultures eut l'impact d'une bombe.

> «Le plan d'extension des cultures permit de défendre efficacement la frontière entre l'alimentation restreinte et la faim.»
>
> *Pensées et réflexions concernant le plan d'extension des cultures, conférence tenue par F. T. Wahlen pour l'Association suisse des agriculteurs, 8 février 1946, Zurich, p. 11*

Les deux conseillers fédéraux Obrecht et Minger qui, dans les années 30, avaient élargi et renforcé l'armée suisse de manière ciblée, étaient conscients que la Suisse ne pourrait survivre à une prochaine guerre que si elle disposait d'une armée bien équipée et instruite et également de suffisamment de nourriture pour la population et l'armée. Le directeur du service pour l'agriculture au sein du Département fédéral de l'économie, *Josef Käppeli,* qui s'occupait aussi de l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation, avait déjà en 1938 nommé F. T. Wahlen chef de la *Section pour la production agricole et l'économie nationale au sein de l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation.* Wahlen qui avait fait des études d'agronomie à Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) et avait participé activement à des projets de développement agricoles, notamment en Amérique du Sud, était à cette époque déjà depuis quelques années directeur de la *Landwirtschaftliche Versuchsanstalt Oerlikon* (Institut d'agriculture expérimentale). Il conserva ce poste aussi après sa nomination. Dès le début, Wahlen se dédia à cette tâche de grande envergure. D'abord, il s'agissait pour lui et ses collaborateurs de se faire une image exacte de la productivité agricole actuelle en Suisse. Au cours de longues années, on établit minutieusement un cadastre qui donnait des renseignements sur la récolte actuelle, l'état du sol et les réserves de terres pour chacune des 3000 communes de jadis. Ces données furent examinées sur place avec les collaborateurs de Wahlen dans chacune des communes et inscrites sur les plans et les cadastres. Puis, on calcula les besoins en considérant les chiffres et statistiques actuels, en réduisant, selon les circonstances de guerre réelles, la consommation personnelle au strict minimum nécessaire au maintien de la santé. Il s'avéra que la superficie arable dont on disposait n'était pas suffisante, elle devait être massivement agrandie pour le cas où les fortes importations restaient en suspens suite à des blocages de guerre et des fermetures de frontières.

Dès le début, il était clair pour Wahlen que son plan ne pouvait être réalisé qu'à l'aide de très gros efforts et de la volonté de toute la population. Pour la Suisse, il s'agissait d'une question de survie, il fallait qu'elle soit à la hauteur dans la situation réelle. Suite à cela, Wahlen était d'accord que l'on nomme son plan également, en référence au langage militaire, «Bataille des champs» («Anbauschlacht»), bien que lui-même préférait parler de l'«ouvrage des champs» («Anbauwerk»). Comme lors d'une bataille, il s'agissait ici effectivement ou de réussir ou de périr. Lors de son discours rétrospectif du 8 février 1946 à Zurich, lorsqu'il s'agissait d'honorer la performance globale de cette œuvre, Wahlen déclara: «Un état-major, aussi bon soit-il, ne parvient à rien sans puissante armée. Laissez-moi donc chanter les louanges pour cette armée, qui a finalement remporté la victoire: les félicitations appartiennent à nos paysannes et paysans et à leurs aides en ville et à la campagne.»

> «Ces derniers temps, on entend l'opinion qu'il serait irréfléchi, voire criminel, d'exprimer l'idée d'une nouvelle guerre, et vous pouvez me faire un reproche de justifier la mise en place du nouveau programme de production en utilisant cet argument. Plût à Dieu que ces gens aient raison! Mais malheureusement, l'évolution de l'humanité n'a jusqu'à présent pas fourni la preuve que les atrocités qui augmentent avec chaque nouveau conflit armé auraient un effet préventif. Le monde n'a encore jamais été aussi rempli des pires présages.»
>
> *Pensées et réflexions concernant le plan d'extension des cultures, conférence tenue par F. T. Wahlen pour l'Association suisse des agriculteurs, 8 février 1946, Zurich, p. 15*

«Limitation sans égard des domaines d'activités n'étant pas de première nécessité»

Le flair politique et psychologique de Wahlen s'avéra dans le fait qu'il ait choisi le public pour présenter son plan détaillé et qu'il montra aussi une grande habileté pour déterminer le moment de cette publication, la mi-novembre 1940. Dans son discours, qui était une sorte d'amorçage initial de son plan, Wahlen établit les exigences suivantes:

- rationnement de toutes les réserves dans un souci d'économie avec le but qu'elles durent le plus longtemps possible.
- exploitation maximale des matières premières du pays, y compris l'exploitation des déchets et des matériaux recyclables.
- engagement clairement organisé de tous les moyens de production matériels existants.
- engagement clairement organisé de toute main-d'œuvre, notamment dans le domaine de la production alimentaire, «en

Suite page 6

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2013 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Courrier des lecteurs

1940–1945: J. R. de Salis à la Radio Beromünster, «symbole de l'émetteur du monde libre»

Je me réjouis beaucoup de la parution du travail du professeur *J. R. de Salis* dans *Horizons et débats.* Il est pour moi une référence depuis ma jeunesse pendant la Seconde Guerre mondiale, et également plus tard, je me suis toujours souvenu de lui. Cela s'est passé de la façon suivante: Mon père était un adversaire décidé des nazis. Son influence a fait que je me suis intéressé très jeune à la politique (j'avais 14 ans à la fin de la guerre). Je cherchais sur notre radio des émetteurs étrangers, pour pouvoir m'informer sur ce que la propagande nazie nous cachait. Que ce fût interdit et sévèrement puni, cela m'était connu. En plus de la *BBC* j'ai trouvé aussi *Radio Beromünster.* C'était peut-être un hasard que j'aie allumé cette radio un vendredi à 19h10, et que mon père s'y joigne, alors qu'à cette heure-là, il était normalement encore à son cabinet (mon père était médecin). Nous avons écouté ensemble le commentaire de la semaine du professeur de Salis. Nous étions tellement emballés par ces déclarations, que nous nous asseyions ensemble près de la radio chaque vendredi soir, quand mon père pouvait se libérer à ce moment. Mon père a attiré l'attention d'un de ses amis sur l'émission. Lui aussi devint un auditeur fidèle du professeur de Salis. Je me rappelle encore précisément qu'il nous téléphonait parfois et me disait: «Si ton père a le temps, qu'il passe me voir le soir et qu'il apporte 19,10 mark.» Les nazis étaient forts aussi pour les écoutes téléphoniques, et ainsi certaines informations étaient modifiées.

Mon père et moi avons continué à écouter les commentaires formidables de Monsieur de Salis jusqu'après la guerre. *Radio Beromünster* avec ses émissions objectives a été pour nous le symbole de l'émetteur du monde libre. Si j'ai toujours ressenti de la sympathie pour la Suisse, ce n'est pas seulement grâce à *Friedrich Schiller,* mais bien plus encore grâce à *Radio Beromünster* et au professeur J. R. de Salis. C'est pour cette raison que je remercie le journal *Horizons et débats* d'attirer à nouveau l'attention sur lui.

Werner Gumpel, Gilching

«Résister en périodes difficiles»
suite de la page 5

limitant sans égard les domaines d'activités n'étant pas de première nécessité».

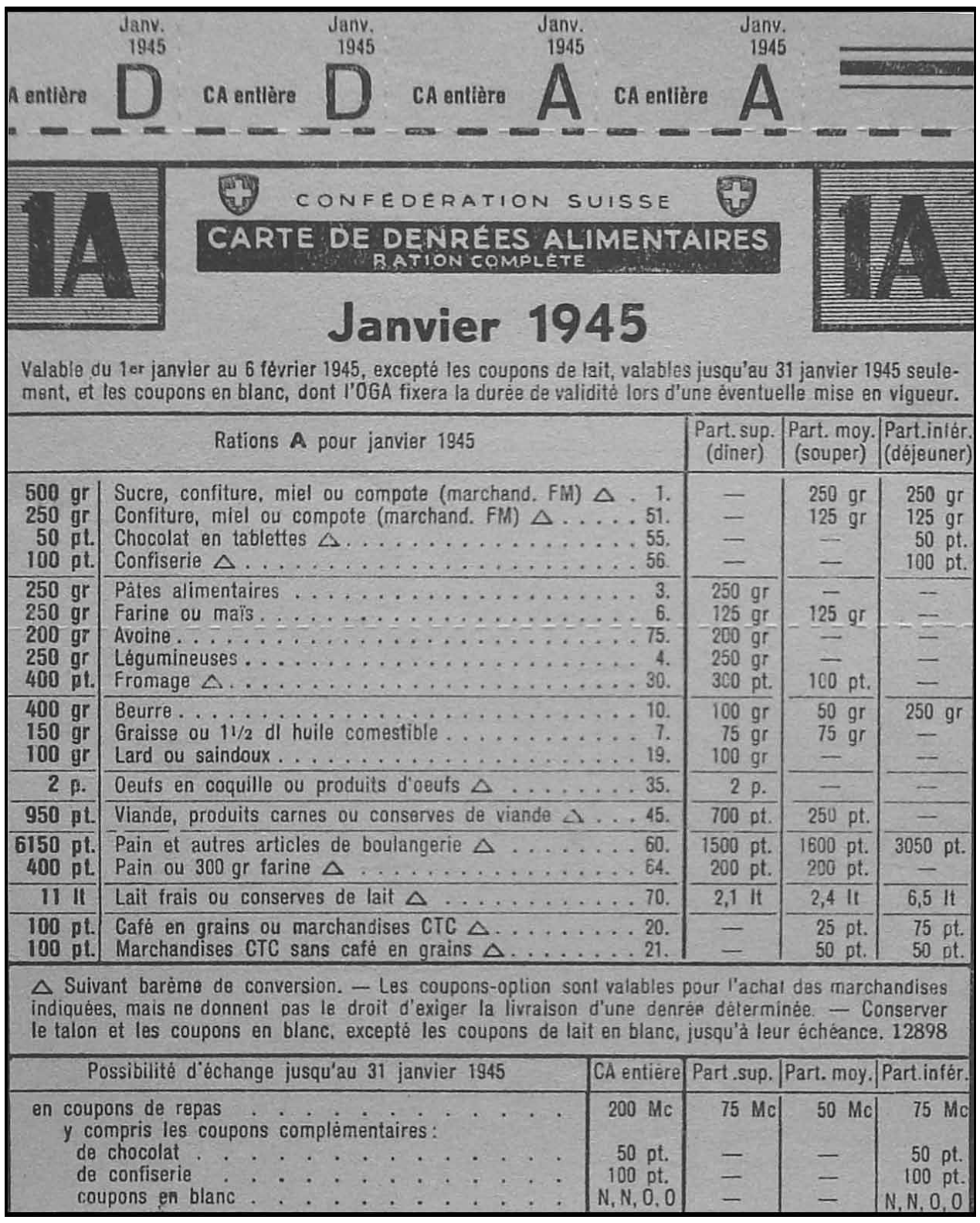
Au second point, il s'agissait avant tout de l'extension ciblée des cultures agricoles. En rationnant le pain à 250 grammes par habitant et en allongeant la farine avec 10% de farine de pommes de terre, il était nécessaire de redoubler la surface des céréales panifiables, celle servant à la culture de pommes de terre devaient être agrandie de 63 000 hectares. La transformation de pâturages en terres arables, qui eut lieu en 7 étapes, eut des conséquences dramatiques pour certains cantons et régions. Ainsi, le canton d'Obwald augmenta sa surface arable de 55 hectares, au début des années de guerre, à 959 hectares en 1945, Nidwald multiplia au cours de la même période sa surface de terres arables avec facteur 50, tandis que les deux Appenzell, disposant de 23 hectares en 1934, atteignirent à la fin de la guerre 1620 hectares.[4] Dans les régions avec des surfaces utiles plates, l'augmentation fut plus dramatique encore. Ainsi, la surface des terres arables du canton de Saint-Gall passa de 2051 hectares avant la guerre à 14 529 hectares. Wahlen déclara à propos de telles performances extraordinaires: «Sans l'atmosphère de confiance créée par le cadastre de production agricole, de telles différentiations, allant à contre-courant du développement ayant eu lieu jusqu'alors, n'auraient jamais été possibles.» Selon les propres indications et calculs de Wahlen, son plan livra à la population suisse pendant les années de guerre riches en privations, 700 calories supplémentaires par jour et personne. Le plan d'extension des cultures permit de défendre «efficacement la frontière entre l'alimentation restreinte et la faim», tandis que sans lui, la quantité de calories était tombée à 2000 calories par habitant.

L'extension massive de la culture maraîchère prévue par le plan Wahlen signifiait, suite à l'intensité du travail nécessaire, un investissement de travail supplémentaire. C'est pourquoi la question épineuse se posait dès le début de savoir comment on pouvait mettre à disposition de l'agriculture avec ses 200 000 exploitations individuelles de l'époque assez de bons travailleurs. Selon les calculs de Wahlen, elle nécessitait entre 30 et 40 000 travailleurs supplémentaires, alors que la mobilisation de l'armée lui en enleva le double.

Bien que dans son discours initial de novembre 1940 Wahlen ne cacha pas aux paysans qu'on attendait d'eux davantage de privation et d'engagement, l'écho fut en grande majorité positif. *Hermann Wahlen* décrit cela avec les mots suivants: «C'était un discours tenu au bon moment. Tout le peuple suisse, notamment aussi la population non agricole, a ressenti un grand soulagement. Il régnait un enthousiasme vif. Soudainement, Wahlen devint le Confédéré le plus connu.»[5]

Traversées du désert et difficultés

Le plan d'extension des cultures fut fort bien accueilli par la population. Nombreuses furent les personnes qui répondirent à la demande[6] de couvrir leurs besoins de légumes à l'aide de leur propre jardin potager. Dans bien des jardins, on transforma les parterres de fleurs en champ de pommes de terre. Les paysans eux-mêmes, après quelques hésitations, se rallièrent à ce grandiose projet. Ils comprirent que les charges seraient réparties équitablement et en fonction de leurs propres forces. On entreprit d'étudier la question des travailleurs supplémentaires pour maîtriser la culture renforcée des légumes. Au bout de quelque temps, les entreprises durent mettre à la disposition une partie de leur personnel pour l'aide à la production agricole, ce qui fut pour elles un vrai sacrifice, vu le manque de main-d'œuvre omniprésent. Dans les domaines de l'utilisation de nouvelles machines, des engrais et d'autres méthodes de culture intensive, on procéda dans les écoles d'agriculture à la formation accélérée d'enseignants qu'on envoya par la suite chez les paysans pour leur enseigner les nouvelles techniques d'agriculture intensive. La population accepta les restrictions imposées par la distribution de bons alimentaires qui concernaient tout le monde et non pas, comme lors de la Première Guerre mondiale, l'octroi d'avantages pour les plus aisés. Toutefois, Wahlen lui-même regretta tout au long de la mise en place de son plan les abus, pourtant peu fréquents, dus au marché noir ou de livraisons en sous-main, elles aussi interdites. Il estimait que c'était une forme de «haute trahison».



Janv. 1945 A entière D | Janv. 1945 CA entière D | Janv. 1945 CA entière A | Janv. 1945 CA entière A

1A CONFÉDÉRATION SUISSE 1A

CARTE DE DENRÉES ALIMENTAIRES
RATION COMPLÈTE

Janvier 1945

Valable du 1er janvier au 6 février 1945, excepté les coupons de lait, valables jusqu'au 31 janvier 1945 seulement, et les coupons en blanc, dont l'OGA fixera la durée de validité lors d'une éventuelle mise en vigueur.

	Rations A pour janvier 1945		Part. sup. (dîner)	Part. moy. (souper)	Part. inférr. (déjeuner)
500 gr	Sucre, confiture, miel ou compote (marchand. FM) △	1.	—	250 gr	250 gr
250 gr	Confiture, miel ou compote (marchand. FM) △	51.	—	125 gr	125 gr
50 pt.	Chocolat en tablettes △	55.	—	—	50 pt.
100 pt.	Confiserie △	56.	—	—	100 pt.
250 gr	Pâtes alimentaires	3.	250 gr	—	—
250 gr	Farine ou maïs	6.	125 gr	125 gr	—
200 gr	Avoine	75.	200 gr	—	—
250 gr	Légumineuses	4.	250 gr	—	—
400 pt.	Fromage △	30.	300 pt.	100 pt.	—
400 gr	Beurre	10.	100 gr	50 gr	250 gr
150 gr	Graisse ou 1½ dl huile comestible	7.	75 gr	75 gr	—
100 gr	Lard ou saindoux	19.	100 gr	—	—
2 p.	Oeufs en coquille ou produits d'oeufs △	35.	2 p.	—	—
950 pt.	Viande, produits carnes ou conserves de viande △	45.	700 pt.	250 pt.	—
6150 pt.	Pain et autres articles de boulangerie △	60.	1500 pt.	1600 pt.	3050 pt.
400 pt.	Pain ou 300 gr farine △	64.	200 pt.	200 pt.	—
11 lt	Lait frais ou conserves de lait △	70.	2,1 lt	2,4 lt	6,5 lt
100 pt.	Café en grains ou marchandises CTC △	20.	—	25 pt.	75 pt.
100 pt.	Marchandises CTC sans café en grains △	21.	—	50 pt.	50 pt.

△ Suivant barème de conversion. — Les coupons-option sont valables pour l'achat des marchandises indiquées, mais ne donnent pas le droit d'exiger la livraison d'une denrée déterminée. — Conserver le talon et les coupons en blanc, excepté les coupons de lait en blanc, jusqu'à leur échéance. 12898

Possibilité d'échange jusqu'au 31 janvier 1945	CA entière	Part. sup.	Part. moy.	Part. inférr.
en coupons de repas	200 Mc	75 Mc	50 Mc	75 Mc
y compris les coupons complémentaires:				
de chocolat	50 pt.	—	—	50 pt.
de confiserie	100 pt.	—	—	100 pt.
coupons en blanc	N, N, O, O	—	—	N, N, O, O

Carte de denrées alimentaires de l'année de guerre 1945. De 1939 à 1948, la Suisse a rationné les denrées alimentaires, les vêtements, les chaussures etc. Un système bien réfléchi a veillé à ce qu'il y ait une répartition équitable des provisions. (Source: www.famille-gavin.net)

Mais il y eut aussi des difficultés provenant d'ailleurs. Malgré tous les efforts déployés, il y eut constamment un déficit de main-d'œuvre en agriculture. Ce n'était même pas dû au manque de personnel alors même que la mobilisation des hommes pour le service actif provoquait des difficultés permanentes. Le problème central provenait du fait que l'agriculture manquait de personnel formé sachant suffire aux nouvelles exigences. Là aussi les hommes manquaient, non seulement en ce qui concernait leurs forces physiques, mais aussi concernant les connaissances agricoles, étant donné que pour chaque ferme, il fallait un savoir-faire spécifique. Les difficultés furent renforcées par le fait que l'économie, ayant bénéficié de façon inattendue d'un important développement dans la construction au cours des premières années de guerre, se mit à payer des salaires plus élevés que ceux versés dans l'agriculture. Cela amena un déplacement de main-d'œuvre peu ou pas qualifiée de la campagne vers les villes.[7] Il fallut aussi passablement de temps pour gérer et améliorer la planification des engagements et des relèves au sein de l'armée, afin de pouvoir atténuer les difficultés dans les fermes provoquées par l'absence des responsables. Quelque soulagement fut ressenti du fait de la convocation des personnes soumises à l'obligation du service de travail pour des engagements dans l'agriculture, l'utilisation de personnes internées pour la construction de routes et le défrichement forestier,[8] ainsi que le service à la campagne des apprentis, obligatoire à partir de 1942. En revanche, jusqu'à la fin de la guerre, on ne put jamais éliminer les difficultés survenant suite au manque de qualifications agricoles de cette main-d'œuvre.

De 1943 jusqu'à la fin de la guerre: tenir bon!

Malgré l'utilisation de toutes les forces disponibles, il ne fut jamais possible d'atteindre tous les objectifs. Les aléas des conditions météorologiques, le manque d'engrais et de produits de protection des plantes, la croissance lente des plantes et le manque de personnel formé empêchèrent certains cantons d'atteindre les objectifs fixés. Par ailleurs, là où les conditions étaient meilleures, on put dépasser les buts fixés sans toutefois pouvoir compenser les pertes. La longue durée de la guerre provoqua aussi une certaine fatigue. Notamment les femmes, les jeunes gens et les personnes âgées avaient été particulièrement sollicités en dépense d'énergie pendant plusieurs années. Et on n'en voyait pas la fin. Au cours de l'année 1942 et au début de 1943, alors que malgré Stalingrad, il n'y avait pas beaucoup d'espoir de voir les puissances de l'Axe défaites tant sur notre continent que dans le Pacifique, il ne restait plus qu'à s'en tenir à la devise «Tenir bon!». Y compris pour le plan Wahlen.

C'est précisément à cette époque que la concordance suisse affirma ses vertus. Déjà en 1940, alors que la tempête s'annonçait, la *Ligue du Gothard,* une association privée dont les membres étaient de solides Helvètes, en avait appelé à la solidarité, en dehors de toute appartenance politique et statuts professionnels, en faveur du pays et de se serrer les coudes. Cet appel – auquel répondirent des personnalités indépendantes de l'économie et des syndicats, comme p. ex. *Konrad Ilg* qui fut longtemps président du syndicat de la métallurgie et de l'horlogerie puis le premier conseiller fédéral socialiste – fut entendu. Dans certains cantons, on mit sur pied des commissions, dans lesquelles se rencontrèrent des représentants des autorités, de l'économie et de l'artisanat avec des représentants des ouvriers ou avec des syndicalistes, pour trouver des réponses aux questions vitales pour la population et le pays.[9] Au cours de ces années, c'était essentiellement la question économique qui créa de fortes divergences, ce qui n'était pas sans présenter des risques d'affrontements internes.

Les paysans exigeaient de meilleurs prix, nécessaires à leur survie, pour les produits agricoles si nécessaires. L'industrie et l'artisanat ne voulaient rien entendre quant à des augmentations de salaires dus au renchérissement, vu la situation tendue de l'économie. Quant aux chefs syndicaux, ils ne pouvaient pas ignorer la misère qui s'abattait sur une grande partie du monde ouvrier et les exigences d'augmentation des salaires. Malgré les mesures prises pour atténuer la misère, la situation dans beaucoup de familles suisses était désastreuse. Certes, on avait suffisamment de bons de nourriture, mais pas assez d'argent pour procéder aux achats. Car malgré les mesures prises, la spirale des prix, notamment des produits agricoles, ne cessait de monter.

En mai 1943, la situation était mûre pour une entente qui s'appuyait sur les principes et décisions suivants prises par le Conseil fédéral:

1. Les prix des denrées agricoles sont stabilisés au niveau (relativement élevé) du printemps 1943. Il n'y aura plus d'augmentation des prix.
2. Il est défendu à l'*Union syndicale suisse* de réclamer des augmentations de salaires.
3. La paysannerie suisse obtient des garanties quant à la politique économique suisse d'après-guerre.

C'est ainsi qu'on évita, une fois de plus, une dangereuse situation de crise interne. Il faut souligner l'apport important des syndicats qui renoncèrent à toute escalade. Les historiens objectifs reconnaissent que ce fut le mérite du monde ouvrier suisse d'avoir évité une crise, en acceptant que les prix soient gelés, alors même que c'est lui qui supportait économiquement l'essentiel des conséquences de la crise. En effet, alors que les prix des produits agricoles se maintenaient à un niveau relativement haut, les salaires se trouvaient au niveau le plus bas.[10]

Une nouvelle fois efficace: une renaissance suite à la crise

En résumé, on peut tracer le bilan suivant de la situation de la Suisse d'il y a septante

Suite page 7

«L'Asie du Sud-Est a accompli un développement impressionnant ces dernières 50 années sans mener de guerre»

par Klaus Umbricht

Un de mes amis m'a fait remarquer un article, paru le 10 août 2013 dans la «Neue Zürcher Zeitung» – «Ein Stück Singapur zum Sonderpreis» [Un bout de Singapour en offre spéciale] par *Marco Kauffmann*. Il décrit un projet de développement économique commun à la Malaisie et à Singapour, la zone économique spéciale d'Iskandar. Elle est située dans la province de Johor, à la frontière sud de la péninsule de Malaisie, directement en face de Singapour. Avec ses 2200 km², Iskandar représente trois fois la surface entière de Singapour. Dans cette zone, on veut implanter des industries de grande envergure, qui ne trouvent plus de terrain dans la petite ville-Etat de Singapour. Les salaires plus bas en Malaisie devraient aussi représenter un pôle d'attraction. Une nouvelle ville de 3 millions d'habitants – Nusabaya - est planifiée avec toutes les infrastructures, écoles, université et tous les agréments dont une ville moderne a besoin. Les grands fonds d'investissement de l'Etat, *Kasanah Nasional* (Malaisie), et *Temasek Holdings* (Singapour) placent de grands investissements dans le projet d'Iskandar.

La lecture de cet article concernant le projet d'Iskandar a engendré quelques réflexions que je voudrais faire connaître en raison surtout de l'aggravation de la situation autour de la Syrie.

Iskandar – un projet impressionnant

Comme cela est décrit dans l'article de la «NZZ», il s'agit, avec la zone économique spéciale Iskandar, d'un projet de développement économique aux dimensions gigantesques. Singapour, une ville-Etat manque de terrain. Déjà ces derniers 50 ans, avec le projet *Housing Development Board HDB*, Singapour a manié ce problème avec une sagesse extraordinaire, et un nouveau grand pas se fera dans la même direction avec une grande clairvoyance. Les deux pays, la Malaisie et Singapour font un grand pas en avant dans leur développement économique, bien plus impressionnant ces dernières décennies.

Ce qui s'ajoute dans ce contexte – avec un grand écho dans les médias locaux, mais sans que l'occident en prenne note: en février 2013, la Malaisie et Singapour ont signé un accord pour la construction d'un train à grande vitesse entre Kuala Lumpur et Singapour, les deux capitales. Cette ligne ferroviaire touchera aussi la ville de Johor Bahru, le centre du projet d'Iskandar.

A la fin de l'article cité plus haut, on s'interroge sur le fait de savoir si ce mégaprojet ne serait pas un brin trop grand.

L'auteur de ces lignes avait l'occasion, en janvier 1994, dans un froid de canard à Shanghai, de voir une maquette en plâtre montrant le développement planifié de Pudong. Pudong est un grand district central de la grande ville chinoise de Shanghai, au sud de la rivière Yangtse. Nous étions trois, deux Suisses et un Chinois malaisien, *Pang Shun Pen*, à regarder, ébahis, cette maquette et nous ne pouvions tout simplement pas imaginer qu'une chose pareille soit possible. Cela a dépassé notre entendement. «Ils doivent souffrir de mégalomanie», était notre conclusion. Mais il ne fallait pas 15 ans pour réaliser cet ensemble aux mesures plus grandes que celles planifiées à l'origine. Qui l'aurait cru? Ils nous ont bien surpris!

Vue sur la chaussée entre Johor Bahru et Singapour. (photo Nicky Loh, reuters)

Les gens de Singapour, à 80% d'origine chinoise, sont de la même trempe que les Chinois de Shanghai. Ce développement économique immense de ces dernières 50 années en fournit une preuve irréfutable. C'est pour cette raison que je n'ai aucun doute que le projet d'Iskandar sera un grand succès. Il est simplement remarquable de constater avec quelle détermination, persévérance et clairvoyance ces nations promeuvent leur développement.

Une politique économique rationnelle est possible

Tout d'abord, nous sommes impressionnés par le seul fait qu'apparemment une politique rationnelle, clairvoyante et persévérante soit possible et puisse mener au succès.

Au contraire, les USA et l'UE ont conduit ces dernières 15 années leurs peuples dans un désastre économique. Des parties considérables de la grandiose UE en faillite ont dégénéré en de vrais îlots de pauvreté. Et tous les gens tremblent toujours de peur et de panique vis-à-vis du moloch des marchés financiers qui nous jettera entièrement dans l'abime, quand il attrape un petit rhume. En réalité, ces marchés financiers ont été créés par des êtres humains et ne représentent pas un phénomène immuable comme par exemple l'Himalaya ou bien la pesanteur. L'être humain devrait pouvoir changer ces marchés financiers lorsqu'ils ne fonctionnent pas en sa faveur.

Apparemment il peut en être autrement, l'Asie du Sud-Est (y compris la Chine) nous le montre.

Avez-vous déjà entendu parler d'une grande banque asiatique qui aurait dû être sauvée dans la crise financière? Certainement pas. Elle n'existe simplement pas. En Asie du Sud-Est, on ne se laisse pas terroriser par ce moloch construit par les hommes. Nous tous, et surtout nos dirigeants, devraient apprendre de ces succès et reconduire l'Occident vers une vraie prospérité – pour le bien de tous et non pas seulement pour l'industrie financière.

Un développement en paix

L'Asie du Sud-Est a accompli un impressionnant développement ces dernières 50 années sans mener de guerre. Même dans des circonstances les plus difficiles, comme en 1965 lors de la sortie de Singapour de la Fédération malaisienne, on a trouvé une voie vers une solution pacifique des problèmes.

Par contre, sous la direction des USA, l'Occident mène toujours une guerre quelque part depuis des décennies ou du moins y est impliqué. Actuellement, par des mensonges, l'Occident est de nouveau conduit dans une guerre, comme cela s'est produit en Irak et en Afghanistan. Le prix économique et moral que nous payons est énorme. Mais le désastre est encore plus dévastateur pour les êtres humains dans les pays concernés.

Notre but le plus important et le plus urgent devrait être de résoudre nos problèmes en paix, comme en Asie du Sud-Est. Je sais très bien que cela ne déclenchera qu'un sourire cynique chez certains. Mais où allons-nous si nous abandonnons cet objectif? Et cela serait tout à fait possible, même actuellement en Syrie.

Collaboration entre nations indépendantes

Au-delà d'un vivre ensemble pacifique, le projet d'Iskandar montre les possibilités, lorsque des nations indépendantes collaborent réellement.

L'article de la «NZZ» mentionne que les relations entre la Malaisie et Singapour, depuis 1965, ont toujours connu des tensions constantes. D'après mes modestes connaissances, cela est fortement exagéré. Il est vrai qu'entre les Bumiputra malaisiens et les Chinois de Singapour, aux mentalités totalement différentes, il y a parfois des irritations entre les uns et les autres. Il y avait bien sûr aussi des divergences économiques. Mais le niveau du dialogue n'a jamais été abandonné. Et il restait toujours tant de forces positives dans leur relation que de grands projets en commun, comme celui d'Iskandar ou la ligne du chemin de fer à grande vitesse Kuala Lumpur–Singapour, ont été possibles et le sont toujours.

Lorsque nous constatons les intérêts conflictuels qui ont lieu entre l'Allemagne et la Suisse à cause de l'aéroport de Kloten, nous devrions avoir honte. Attaquer la Suisse est devenu un comportement à la mode (pour les élections). Ne pourrait-on pas apprendre de Singapour et de la Malaisie?

Cela va devenir une question de survie, pour nous qui sommes de culture chrétienne occidentale, de nous rendre compte qu'il est possible qu'il en aille autrement. La cohabitation pacifique des peuples est possible, un développement et une coopération économique planifiés de façon rationnelle et raisonnable vers la prospérité également. Or, notre politique occidentale actuelle nous apporte surtout de grandes souffrances.

Et l'environnement?

Lors de tels projets de développement économique, nous les Européens nous nous interrogeons immédiatement et à juste titre: que fait-on de l'environnement?

Je n'ai pas été informé de la façon dont ce projet d'Iskandar a été planifié du point de vue de l'environnement. J'ai cependant appris une chose lors de mes nombreux voyages en Asie du Sud-Est: les gouvernements sont tout à fait conscients de ce problème – beaucoup plus que ce qui peut être dit et lu dans les médias tendancieux occi-

Suite page 8

«Résister en périodes difficiles»
suite de la page 6

ans: comme si souvent au cours de l'histoire du pays, les menaces et les dangers qui pesaient sur l'existence même du pays eurent pour effet une concentration de la population sur ses propres forces. Le sentiment de résignation, du fait que la Suisse était entourée de dictatures totalitaires et particulièrement agressives, ne dura que très peu de temps. En prenant conscience de son potentiel de résistance, la population resserra les rangs et exigea à elle-même l'impossible. Ce fut elle qui montra sa force et non pas les partis ni le gouvernement.

La nécessité de se défendre contre toute agression venant de l'extérieur et contre toute tentative de démoralisation et de diversion à l'intérieur amena vers ou: rendit possible des solutions audacieuses et inattendues. Parmi ces dernières, on trouve l'idée de la concentration de la résistance militaire dans le Réduit et l'«ouvrage des champs» selon le plan Wahlen. La volonté de résistance militaire de l'armée et la résistance de la population, qui accepta la répartition contrôlée des biens agricoles et participa à l'extension des cultures, formèrent les deux piliers qui permirent la survie du pays et de sa population malgré les énormes menaces. Tous ces efforts firent même jaillir de nouvelles forces qui apportèrent un équilibre et une stabilité à l'intérieur du pays.

Une fois de plus, il se dégagea au travers de cette crise la volonté consensuelle et la bonne volonté de garder en vue les intérêts de l'ensemble du pays tout en défendant ses intérêts personnels. Il est vrai que les différentes couches de la population suisse de l'époque – en premier lieu les associations paysannes, le monde économique et les syndicats – présentèrent leurs propres revendications et intérêts, mais face aux pressions de la réalité, ils se montrèrent capables de trouver des solutions négociées. Cela leur permit de garantir non seulement leur propre survie et celle du peuple et du pays, mais montra aussi une voie à suivre qui fut poursuivie au cours des premières années d'après-guerre.

Les avantages économiques accordés à la paysannerie par des prix garantis et des restrictions à l'importation au cours des premières années d'après-guerre furent pendant de longues années de grande importance pour la politique économique suisse.

Ce n'est que le rapprochement avec l'UE et les accords bilatéraux conclus avec cette dernière, qui exigèrent de sérieux changements quant à la conception économique qui voulait maintenir une paysannerie forte et performante. Ce fut la même démarche que celle qui a abouti à l'affaiblissement de l'armée suisse pour la rapprocher de l'OTAN. Avec les conséquences connues: une réduction massive du monde paysan tout comme de l'armée. Avec comme résultat que ni l'un ni l'autre ne sont actuellement capables d'assurer la survie du pays en cas de crise internationale majeure. •

---

1 Message du Conseil fédéral du 9/12/38, «Moyens de maintenir et de faire connaître le patrimoine spirituel de la Confédération», in: *Feuille fédérale* du 14 décembre 1938, vol. 2, nº 50, p. 1001–1043

2 Message du Conseil fédéral du 9/12/38, «Moyens de maintenir et de faire connaître le patrimoine spirituel de la Confédération», in: *Feuille fédérale* du 14 décembre 1938, vol. 2, nº 50, p. 1012

3 Hermann Wahlen, *Bundesrat F. T. Wahlen,* Berne 1975, p. 37

4 Les chiffres et les citations sont repris de la *Conférence de F. T. Wahlen* du 8/2/1946 à Zurich

5 Hermann Wahlen, *Bundesrat F. T. Wahlen,* Berne 1975, p. 46

6 Dès 1941, l'autosubsistance était obligatoire pour chaque ménage selon la surface de terre disponible. Les communes durent également fournir des surfaces pour le jardinage privé.

7 cf. Maurer, Peter: *Anbauschlacht. Landwirtschaftspolitik, Plan Wahlen, Anbauwerk 1937–1945,* Zurich 1985, p. 117 sq.

8 Dans ce contexte, il faut signaler les 12 000 internés polonais qui laissèrent leur nom à bien des «chemins polonais» qui rappellent aujourd'hui encore cet épisode, au cours duquel ils accomplirent ces travaux.

9 La «Politische Arbeitsgemeinschaft des Kantons Bern» [groupement de travail politique du canton de Berne] en est un bon exemple car ils firent preuve d'une grande habilité pour trouver un équilibre entre les intérêts de la paysannerie, de l'artisanat et des syndicats.

10 cf. Maurer, Peter, ibid., p. 145 sq.

«La culture de la rencontre, la culture du dialogue: c'est l'unique voie pour la paix»

Angélus du Pape François à la Place Saint-Pierre à Rome, dimanche, 1er septembre 2013

photo reuters

Chers frères et sœurs, bonjour!

Chers frères et sœurs, je voudrais me faire aujourd'hui l'interprète du cri qui monte de toutes les parties de la terre, de tous les peuples, du cœur de chacun, de l'unique grande famille qu'est l'humanité, avec une angoisse croissante: c'est le cri de la paix! Et le cri qui dit avec force: nous voulons un monde de paix, nous voulons être des hommes et des femmes de paix, nous voulons que dans notre société déchirée par les divisions et les conflits, explose la paix; plus jamais la guerre! Plus jamais la guerre! La paix est un don éminemment précieux, qui doit être promu et préservé.

Je vis avec une particulière souffrance et préoccupation les nombreuses situations de conflit qu'il y a sur notre terre, mais, ces jours-ci, mon cœur est profondément blessé par ce qui se passe en Syrie et angoissé par les développements dramatiques qui s'annoncent.

J'adresse un appel fort pour la paix, un appel qui naît du plus profond de moi-même! Que de souffrance, que de destruction, que de douleur a provoqué et provoque l'usage des armes dans ce Pays affligé, particulièrement parmi les populations civiles et sans défense! Pensons: Que d'enfants ne pourront pas voir la lumière de l'avenir! Avec une fermeté particulière je condamne l'usage des armes chimiques! Je vous dis que j'ai encore fixées dans mon esprit et dans mon cœur les terribles images de ces derniers jours! Sur nos actions il y a un jugement de Dieu et aussi un jugement de l'histoire, auxquels on ne peut pas échapper! Ce n'est jamais l'usage de la violence qui conduit à la paix. La guerre appelle la guerre, la violence appelle la violence!

De toutes mes forces, je demande aux parties en conflit d'écouter la voix de leur conscience, de ne pas s'enfermer dans leurs propres intérêts, mais de regarder l'autre comme un frère et d'entreprendre courageusement et résolument le chemin de la rencontre et de la négociation, en dépassant les oppositions aveugles. Avec la même fermeté, j'exhorte aussi la Communauté internationale à fournir tout effort pour promouvoir, sans délai ultérieur, des initiatives claires fondées sur le dialogue et la négociation pour la paix dans cette Nation, pour le bien de tout le peuple syrien.

Qu'aucun effort ne soit épargné pour garantir une assistance humanitaire à ceux qui sont touchés par ce terrible conflit, particulièrement aux réfugiés dans ce Pays et aux nombreux réfugiés dans les pays voisins. Que soit garantie aux agents humanitaires engagés à alléger les souffrances de la population, la possibilité de prêter l'aide nécessaire.

Que pouvons-nous faire pour la paix dans le monde? Comme le disait le Pape Jean XXIII: A tous incombe la tâche de rétablir les rapports de la vie en société sur les bases de la justice et de l'amour (cf. Pacem in terris [11 avril 1963]: AAS (1963], pp. 301–302].

Qu'une chaîne d'engagement pour la paix unisse tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté! C'est une forte et pressante invitation que j'adresse à toute l'Eglise catholique, mais que j'étends à tous les chrétiens d'autres Confessions, aux hommes et aux femmes de chaque Religion, ainsi qu'à ces frères et sœurs qui ne croient pas: la paix est un bien qui dépasse toute barrière, parce qu'elle est un bien de toute l'humanité.

Je le répète à haute voix: ce n'est pas la culture de l'affrontement, la culture du conflit qui construit la vie collective dans un peuple et entre les peuples, mais celle-ci: la culture de la rencontre, la culture du dialogue: c'est l'unique voie pour la paix.

Que le cri de la paix s'élève pour arriver au cœur de tous et que tous déposent les armes et se laissent guider par le souffle de la paix.

Voilà pourquoi, frères et sœurs, j'ai décidé d'organiser pour toute l'Eglise, le 7 septembre prochain, veille de la célébration de la Nativité de Marie, Reine de la Paix, une journée de jeûne et de prière pour la paix en Syrie, au Moyen-Orient, et dans le monde entier, et j'invite aussi à s'unir à cette initiative, par la manière qu'ils retiendront la plus opportune, les frères chrétiens non catholiques, les adeptes des autres religions, ainsi que les hommes de bonne volonté.

Le 7 septembre, sur la Place Saint-Pierre – ici – de 19h00 à 24h00, nous nous réunirons en prière et dans un esprit de pénitence pour invoquer de Dieu ce grand don pour la bien-aimée Nation syrienne et pour toutes les situations de conflit et de violence dans le monde. L'humanité a besoin de voir des gestes de paix et d'entendre des paroles d'espérance et de paix! Je demande à toutes les Eglises particulières, outre le fait de vivre cette journée de jeûne, d'organiser des actions liturgiques à cette intention.

A Marie, nous demandons de nous aider à répondre à la violence, au conflit et à la guerre, par la force du dialogue, de la réconciliation et de l'amour. Elle est mère: qu'elle nous aide à retrouver la paix; nous sommes tous ses enfants! Aide-nous, Marie, à dépasser ce moment difficile et à nous engager à construire chaque jour et dans tous les domaines une culture authentique de la rencontre et de la paix. Marie, Reine de la paix, prie pour nous!•

© Copyright – Libreria Editrice Vaticana

«Le pape François – Sur la terre comme au ciel»

Dialogues entre le pape François et le rabbin Skorka

zf. Jorge Bergoglio, l'actuel pape *François* et le rabbin *Abram Skorka* ont fait connaissance il y a plus de 20 ans et ils ont discuté d'abord de football. Avec le temps, leur relation entre fans de foot a évolué vers une amitié qui leur a permis de discuter de théologie, de politique et de sujets du quotidien. Un jour, ils ont décidé de fixer leur dialogue par écrit et de l'ouvrir à une conversation publique. Ce livre est la preuve d'une amitié touchante et d'un dialogue exemplaire entre les religions.

Trois ans avant son élection au pontificat, François a parlé avec son ami de longue date, le rabbin Abram Skorka, de ses opinions tout à fait personnelles sur la foi, l'Eglise, la politique et la société. C'est le seul livre jusqu'à présent dans lequel le nouveau pape apparaît en tant qu'auteur et qui représente une référence très actuelle pour nos attentes concernant son mandat.

Le livre contient le credo personnel du nouveau pape:

Chaque être humain est un portrait de Dieu, qu'il soit croyant ou non.

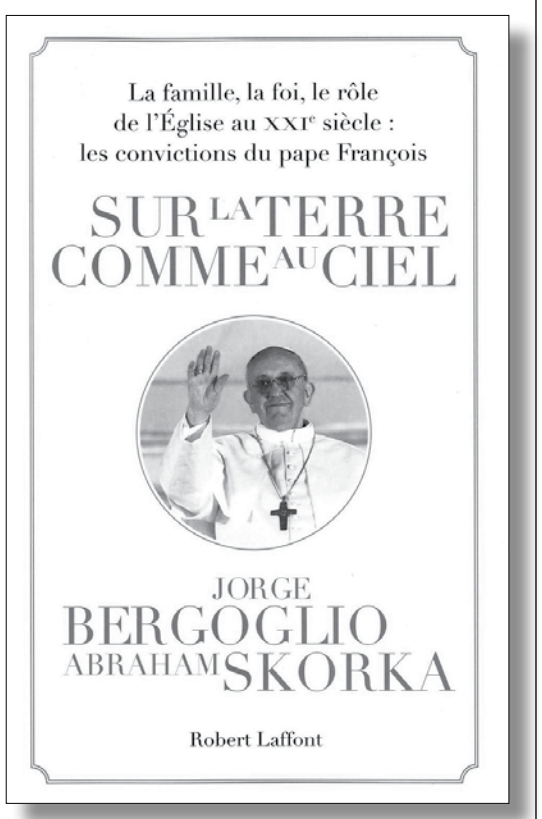
Les grands dirigeants du peuple de Dieu étaient des êtres humains qui ont laissé de la place pour le doute.

Une religion purement orientée selon les rites est destinée à mourir, car elle remplit ses adhérents de rites, mais elle laisse le cœur vide.

«Sur la terre comme au ciel» rassemble des conversations profondes sur des questions théologiques et terrestres. Le pape s'exprime ici dans ses pensées fondamentales sur des sujets aussi différents que Dieu, l'extrémisme, l'athéisme, la mort, l'holocauste, l'homosexualité, l'argent, le capitalisme et la mondialisation, et ses propos reflètent sa grande proximité au peuple et son amour inconditionnel pour l'homme.

Abram Skorka s'est exprimé lui-même concernant l'importance du dialogue dans une interview:

«Le dialogue signifie surtout se mettre dans la peau de l'autre, c'est-à-dire développer notre capacité d'empathie. Se glisser dans la position de l'autre, le sentir, essayer de penser comme lui. Dans l'hébreu de la Bible, le verbe ‹reconnaître› est traduit parfois par le synonyme ‹aimer›. Aimer une femme, ou aimer Dieu. C'est le meilleur chemin pour parvenir à des éléments solides pour un avenir meilleur. Le dialogue doit arriver au point où l'un ouvre son cœur à l'autre et où l'un aide l'autre, même si les deux sont d'avis tout à fait différents. Que l'on parle l'un avec l'autre sans restrictions et que l'on vienne jusqu'au point à partir duquel on ne peut que se taire – parce que, en accord l'un avec l'autre, l'on ne peut en dire davantage, ou parce qu'on est vraiment parfaitement d'accord.»



«‹L'Asie du Sud-Est …›»
suite de la page 7

dentaux. Et ils entreprennent d'immenses efforts pour résoudre ce problème. Singapour, avant tout, représente un exemple dans ce domaine. C'est pour cette raison que j'ai bon espoir que l'aspect de l'environnement soit traité avec soin pour le projet d'Iskandar.

Et l'aspect de l'être humain fragile?

Je voudrais mentionner un aspect critique qui n'est cependant pas mentionné dans les médias occidentaux. Lors de mon dernier séjour à Singapour en février 2013, j'ai rencontré mon vieil ami Pang Shun Pen pour dîner. Pang est Malaisien d'origine chinoise, issu de conditions pauvres. Il vit depuis 2006 à Singapour. A Singapour, c'est un homme respecté avec de bons contacts au gouvernement. Il y a des années, j'ai beaucoup collaboré avec lui. Nous avons parlé du développement de Singapour et des problèmes qui en résultent. Pang a attiré mon attention sur deux aspects: la commercialisation débordante et en lien avec elle la «high-performance-society».

Cette commercialisation débordante m'a donné une impression accablante: à Singapour (comme aussi à Shanghai, Hongkong et les autres grandes villes de l'Asie du Sud-Est), la vie semble être réduite à une aspiration à des voitures de sport Ferrari, des sacs Louis Vuitton et des habits Armani. La consommation au-dessus de tout, le plus cool possible, le plus criant possible, le plus cher possible. Dans ce tourbillon fébrile, l'être humain semble se perdre lui-même et devenir une pantomime de consommation et du commerce.

Pang a aussi parlé d'une tendance qu'à Singapour, une société de deux classes est en train de se former, une «high-performance-society», comme il l'appelle.

«High-performers and loosers» – ceux qui réussissent une haute performance et ceux qui restent sur le carreau. Jusqu'à présent, le gouvernement s'est occupé uniquement des high-performers pour faire avancer le développement. Les écoles, les universités, ont tout simplement été ajustées en vue de cet objectif. Ceux qui ne se sont pas rattrapables ont été oubliés.

Pang lui-même (il est un entrepreneur riche) travaille un jour par semaine dans un projet à but caritatif qui s'occupe des perdants. D'après lui, il y en a de plus en plus.

En réponse à mes inquiétudes, Pang m'a assuré qu'il était malgré tout optimiste. Lors de longues conversations avec des hauts fonctionnaires du gouvernement, il a eu l'impression qu'ils deviennent de plus en plus conscients de ce problème et qu'ils ont la volonté d'opérer un changement de cap. En général, la prise de conscience de ce grave problème augmente dans la société.

On ne peut qu'espérer que Pang Shun Pen a raison. Mais aussi que les gens apprennent qu'une voiture de sport ne représente pas le bien le plus élevé.

Pour finir,
un de mes vœux qui me tient à cœur

Depuis des milliers d'années, la soif impérialiste du pouvoir est le plus grand fléau de l'humanité. C'est aussi le cas aujourd'hui, avant tout du côté des USA. Nous sommes en train à nouveau d'en subir les conséquences terribles.

Puisse la sagesse des dirigeants du Sud-Est asiatique être assez grande pour résister, malgré tout le succès, à cette épidémie psychique. •

(Traduction *Horizons et débats*)